

Direction de la recherche, des études,
de l'évaluation et des statistiques
DREES

SERIE
STATISTIQUES

**DOCUMENT
DE
TRAVAIL**



Les bénéficiaires des allocations
du minimum vieillesse
au 31 décembre 2007

Nathalie AUGRIS

n° 129 – mars 2009

Sommaire

Résumé	5
I. Présentation des principaux résultats.....	11
Introduction	13
A. Les allocations permettant d'atteindre le seuil du minimum vieillesse : l'ASV et l'ASP.....	15
1. Données d'ensemble	15
2. Données issues de l'enquête Drees.....	18
B. Les allocations de premier étage du minimum vieillesse.....	21
1. Données d'ensemble	21
2. Données issues de l'enquête Drees.....	22
II. Tableaux d'ensemble issus du rapprochement de sources diverses	27
Tableau A1 - Les allocations du minimum vieillesse au 31/12/07 : Effectifs des bénéficiaires et montants versés par régime	29
Tableau A2 - Évolution, depuis 1960, du nombre de bénéficiaires d'allocations vieillesse permettant d'atteindre le minimum vieillesse (ASV et ASPA) et de l'allocation supplémentaire invalidité	30
Tableau A3 - Évolution, depuis 1997, des bénéficiaires de l'ASV ou de l'ASP, par régime	31
Tableau A4 - Évolution depuis 1990 des dépenses pour les allocations vieillesse (ASV et ASPA) et pour l'allocation supplémentaire invalidité (ASI) réparties par régime	32
Tableau A5 - Évolution depuis 1970 des montants des allocations vieillesse (AVTS, ASV, ASPA), des seuils du MV (personne seule et couple) et taux d'évolution annuels de ces montants comparés avec ceux de l'Indice des prix (IPC) et ceux des revalorisations des pensions du régime général	33
Graphique A1 - Évolutions depuis 1970 des seuils du minimum vieillesse, personne seule et couple, des pensions de retraite au régime général, du salaire moyen brut privé et de l'indice des prix hors tabac	35
III. Tableaux issus de l'enquête réalisée par la DREES auprès des douze principaux organismes prestataires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse	37
Présentation de l'enquête de la DREES.....	39
Tableaux de synthèse issus de l'enquête réalisée par la DREES	41
Tableau B1 - Âge moyen et répartition par âge, sexe et état matrimonial des titulaires de l'ASV ou de l'ASP.....	43
Tableau B2 - Répartition par sexe et état matrimonial des titulaires de l'ASV ou de l'ASP, classés selon l'âge.....	43
Tableau B3 - Part des titulaires de l'ASV ou de l'ASP dans la population totale par âge	44
Tableau B4 - Comparaison de la part des personnes isolées parmi les titulaires de l'ASV ou de l'ASP à celle des personnes isolées parmi la population totale, par sexe et âge.....	44
Tableau B5 - Âge moyen et structure par sexe et état matrimonial des titulaires de l'ASV et de l'ASP classés selon le régime	45
Tableau B6a – Répartition des montants trimestriels de l'ASV perçue par les allocataires classés par sexe et état matrimonial	46
Tableau B6b - Répartition des montants trimestriels de l'ASP perçue par les allocataires classés par sexe et état matrimonial	46
Tableau B7 - Proportion d'allocataires percevant l'ASV ou l'ASP à taux plein et montant trimestriel moyen de l'allocation supplémentaire, selon le régime.....	47
Tableau B8 – Répartition par âge et sexe des titulaires de l'allocation de premier étage du MV	48

Tableau B9 - Répartition par sexe des titulaires de l'allocation de premier étage du MV, classés selon l'âge	48
Tableau B10 - Structure par sexe et critère de résidence des titulaires de l'allocation de premier étage du MV classés selon le régime.....	49
Tableau B11 - Répartition des montants trimestriels de l'allocation de premier étage perçue par les allocataires classés par sexe	50
Tableaux détaillés issus de l'enquête réalisée par la DREES.....	51
Tableau C1 - Nombre de titulaires de l'ASV ou de l'ASPA au 31 décembre 2007 par régime, âge et sexe	53
Tableau C2 - Nombre de titulaires ASV ou ASPA au 31 décembre 2007 par régime, âge, état matrimonial et sexe	54
Tableau C3 - Nombre de titulaires de l'ASV ou de l'ASPA au 31 décembre 2007 selon le régime, le département et la région de résidence	56
Tableau C4 - Structure par sexe et état matrimonial des titulaires de l'ASV ou de l'ASPA au 31 décembre 2007 et rapport des effectifs d'allocataires à l'ensemble des effectifs âgés de 60 ans et plus, par département et région de résidence	64
Tableau C5 - Nombre de titulaires de l'ASV par régime, sexe et montant de l'allocation versée au quatrième trimestre 2007	72
Tableau C6 - Nombre de titulaires isolés de l'ASV par régime, sexe et montant de l'allocation versée au quatrième trimestre 2007.....	75
Tableau C7 - Nombre de titulaires de l'ASPA par régime, sexe et montant de l'allocation versée au quatrième trimestre 2007	78
Tableau C8 - Nombre de titulaires isolés de l'ASPA par régime, sexe et montant de l'allocation versée au quatrième trimestre 2007	81

Résumé

Le minimum vieillesse est un dispositif, constitué de plusieurs allocations, qui permet aux personnes âgées les moins favorisées, ayant 65 ans au moins (60 ans en cas d'inaptitude au travail), d'atteindre un seuil minimal de niveau de revenu. Pour en bénéficier, elles doivent satisfaire certaines conditions de ressources et de résidence (encadré 1). Les allocations du minimum vieillesse sont des avantages de vieillesse à caractère non contributif qui relèvent de la solidarité nationale. Aussi, bien que versées par les caisses de retraite ou par le service de l'allocation de solidarité aux personnes âgées (SASP) pour les personnes ne percevant aucune pension de retraite, elles sont totalement financées par le Fonds solidarité vieillesse (FSV).

Jusqu'au début 2007, le minimum vieillesse était exclusivement un dispositif à deux étages, les allocations de premier étage d'une part, et l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse (ASV) ou allocation de deuxième étage d'autre part. L'ASV est l'allocation qui permet d'atteindre le montant du minimum vieillesse. Depuis janvier 2007, suite à la réforme du minimum vieillesse, coexistent deux allocations permettant d'atteindre le seuil du minimum vieillesse : l'ASV, qui continue d'être versée aux personnes qui en bénéficiaient avant l'entrée en vigueur de la réforme au début de l'année¹, et l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA), pour les nouveaux titulaires². L'ASPA fusionne les anciennes allocations de premier et deuxième étage. En 2007, le seuil du minimum vieillesse s'élève à 621,27 € par mois, pour une personne seule, 1 114,51 € pour un couple.

Ce document présente les données, fournies par le FSV et les résultats d'une enquête, réalisée annuellement par la Drees auprès des douze principaux organismes prestataires (caisses de retraite et le SASP, pour les personnes ne percevant aucune pension de retraite), relatives aux bénéficiaires de l'ensemble des allocations du minimum vieillesse : celles du premier étage ainsi que celles permettant d'atteindre le seuil du minimum vieillesse, à savoir l'ASV et l'ASPA. Ce document vise aussi à décrire les populations bénéficiaires, plus particulièrement celles percevant ces deux dernières allocations.

Les allocations du minimum vieillesse

Les allocations permettant d'atteindre le seuil du minimum vieillesse

Au 31 décembre 2007, plus de 586 700 personnes perçoivent une allocation vieillesse leur permettant d'atteindre le seuil du minimum vieillesse : 554 500 touchent l'ASV et 32 200 l'ASPA. Depuis le début des années 60, l'effectif des bénéficiaires d'une allocation permettant d'atteindre le seuil du minimum vieillesse³ n'a cessé de diminuer en lien avec l'amélioration progressive des retraites. Toutefois, après 20 ans de recul significatif (- 4,7 % en moyenne annuelle entre 1983 et 2003), la baisse des effectifs se stabilise autour de -2 %, valeur observée pour la quatrième année consécutive.

¹ Le décret d'application de cette réforme est paru le 13 janvier 2007.

² Le Ministère des Affaires Sociales a autorisé, dès janvier 2007, les organismes prestataires rencontrant des contraintes particulières de gestion pour assurer la liquidation des nouvelles allocations, à poursuivre les opérations de liquidation selon les règles antérieures à la réforme. Aussi, certaines caisses ont continué de verser des ASV aux nouveaux bénéficiaires durant une partie, voire durant toute l'année 2007.

³ Avant 2007, cet effectif correspond exclusivement à des bénéficiaires d'ASV.

Entre 1990 et 2007, le nombre de bénéficiaires d'allocations permettant d'atteindre le seuil du minimum vieillesse ainsi que les montants, versés à ce titre ont diminué de moitié, en euros constants. Les dépenses au titre de ces allocations se montent à 1 654 millions d'euros en 2007. À titre de comparaison, pour la même année, 230 milliards d'euros ont été versés par les régimes de retraite, hors allocations du minimum vieillesse⁴. Entre 2006 et 2007, les dépenses consacrées aux allocations permettant d'atteindre le minimum vieillesse ont néanmoins légèrement augmenté en euros constants (+0,7%) tandis la revalorisation, en euros constants des allocations était de +0,3 %.

La population des bénéficiaires des allocations permettant d'atteindre le seuil du minimum vieillesse reste très âgée (75,5 ans en moyenne en 2007), bien que l'âge moyen continue de diminuer (-2,5 ans depuis 2000). Elle est majoritairement féminine, à 57,9 %, mais la part des hommes y progresse régulièrement (+6,7 points en 7 ans). Près des trois quarts sont des personnes isolées. Près de 10 % des allocataires sont d'anciens agriculteurs exploitants et 11,7 % ne bénéficient d'aucune pension de retraite, ni de droit direct, ni de droit indirect. Par ailleurs, les bénéficiaires sont plus présents dans les régions rurales du Sud et du Sud Ouest de la France.

Les allocations de premier étage

Suite à l'entrée en vigueur de la réforme du minimum vieillesse, les allocations de premier étage du minimum vieillesse, ne sont plus, comme l'ASV, attribuées aux nouveaux allocataires en 2007⁵ : elles ont en effet été intégrées dans l'ASPA. Les titulaires d'allocations de premier étage antérieurement à la réforme, continuent cependant à les percevoir, éventuellement complétées par l'ASV.

Les allocations de premier étage garantissent à une personne âgée un revenu minimum, égal au montant de l'AVTS (allocation aux vieux travailleurs salariés) soit 255,30 € par mois. Elles sont composées de nombreuses allocations, telles que la majoration L814-2 qui complète la pension de retraite et qui n'était pas soumise à condition de résidence jusqu'au 31/12/05⁶, l'allocation spéciale vieillesse L814-1 versée aux personnes ne bénéficiant d'aucune pension de retraite, l'allocation aux vieux travailleurs salariés (AVTS), l'allocation aux vieux travailleurs non salariés (AVTNS), le secours viager, l'allocation mère de famille...

Comme elles ne sont plus attribuées en 2007, à quelques exceptions près liées à des difficultés de gestion, le nombre d'allocataires du premier étage a baissé de 5 % par rapport à 2006 : cette baisse correspond à des sorties (décès ou améliorations des conditions de ressources). On dénombre ainsi près de 465 000 allocations de premier étage en 2007, dont 98 % sont versées au titre des articles L814-1 et L814-2 (respectivement 14 % et 84 %). Bien que l'allocation L814-2 ne soit plus attribuée aux résidents étrangers depuis 2006, trois quarts des titulaires de cette allocation résident à l'étranger.

La population des bénéficiaires d'allocations de premier étage est en moyenne moins âgée que celle percevant l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse (74,5 ans) mais du fait qu'il

⁴ Pension principale de droits direct, dérivé et avantages complémentaires, hors avantages non contributifs. Chiffes 2007 des comptes de la Sécurité sociale. Chiffres 2006 : 218 milliards d'euros.

⁵ Certaines caisses rencontrant des difficultés de gestion pour assurer la liquidation de l'ASPA ont continué de verser des allocations de premier étage aux nouveaux bénéficiaires durant une partie, voire durant toute l'année 2007, à condition qu'ils soient résidents.

⁶ Pendant la période transitoire de la réforme qui s'est déroulée du 1^{er} janvier 2006 à janvier 2007, la majoration de l'article L. 814-2, n'a été servie qu'aux seuls nouveaux bénéficiaires sous condition de résidence en Métropole et dans les DOM.

n'y a plus désormais de nouveaux entrants, elle ne peut désormais que vieillir. Elle est constituée de presque autant d'hommes que de femmes.

Encadré 1

Présentation des allocations du minimum vieillesse et du minimum invalidité : Conditions et modes d'attribution

Le Minimum vieillesse

Le minimum vieillesse, créé en 1956, est un dispositif, constitué de plusieurs allocations, qui permet aux personnes âgées les moins favorisées, ayant 65 ans et plus (60 ans et plus en cas d'inaptitude au travail), d'élever leur niveau de revenu jusqu'au seuil du minimum vieillesse. En 2007, le montant du minimum vieillesse s'élève à 621,27 € par mois pour une personne seule et 1 114,51 € par mois pour un couple, soit respectivement 7 455,30 € et 13 374,16 € sur l'année.

Jusqu'en 2007, le minimum vieillesse était exclusivement un dispositif à deux étages, le minimum des avantages de base d'une part (**allocations de premier étage**) et l'**allocation supplémentaire du minimum vieillesse (ASV)** d'autre part (allocation de deuxième étage). **La réforme du « minimum vieillesse » a simplifié le dispositif** en instaurant **une prestation unique, l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA)**. Cette prestation, qui fusionne les deux étages, se substitue, depuis 2007 pour les nouveaux bénéficiaires, aux anciennes prestations. À partir de 2007, coexistent ainsi les anciennes et les nouvelles allocations. Les anciennes (allocations de premier étage et ASV) ne sont plus attribuées en 2007, à l'exception des organismes prestataires rencontrant des difficultés de gestion dans la mise en place de l'ASPA.

➤ **Les allocations de premier étage**

Le 1er étage garantit à une personne âgée un revenu minimum, égal au montant de l'AVTS (allocation aux vieux travailleurs salariés), soit un montant mensuel de 255,30 € par mois en 2007.

En règle générale, la personne âgée dispose d'une retraite, de droit direct ou de réversion. Si le montant de cet avantage vieillesse, éventuellement cumulé avec d'autres revenus, est inférieur à l'AVTS, elle peut solliciter, auprès de sa caisse de retraite, **une majoration de pension (majoration L814-2)** pour parvenir au niveau de l'AVTS. Jusqu'au 31/12/05, la majoration de pension L814-2 était attribuée sans condition de résidence dès lors que le bénéficiaire percevait un avantage vieillesse d'une caisse de retraite.

Sont également constitutives de ce premier étage du minimum vieillesse les allocations suivantes : l'allocation aux vieux travailleurs salariés (AVTS), l'allocation aux vieux travailleurs non salariés (AVTNS), l'allocation de vieillesse agricole (exploitants agricoles AVTNS), allocation de vieillesse des professions libérales, le Secours viager, l'allocation aux mères de famille. Ces allocations sont soumises à condition de résidence.

Enfin si la personne ne peut prétendre à aucune retraite, elle peut percevoir **l'allocation spéciale vieillesse (allocation L8141) versée par le SASPA** (le SASPA a remplacé le SASV depuis le 1^{er} janvier 2007), dont le montant est au plus égal à l'AVTS. L'allocation spéciale vieillesse est attribuée à des personnes de nationalité française ou étrangère, à condition qu'elles résident en France.

➤ **L'allocation supplémentaire du minimum vieillesse (ASV)**

Cette allocation (dite ex Fonds national de solidarité - FNS -) est prévue par l'article **L 815-2** du code de la Sécurité sociale. **L'allocation L815-2 ou allocation supplémentaire du minimum vieillesse (ASV)** permet d'atteindre le montant du minimum vieillesse. Le montant mensuel maximum de l'ASV est de 365,97 € pour un allocataire seul¹, et de 603,90 € pour un couple.

Pour la percevoir, il faut :

- **être titulaire d'un avantage de base** : pension de retraite, pension d'invalidité, allocation spéciale...
- **disposer de ressources annuelles ne dépassant pas un plafond** fixé chaque année par décret. En 2007, il était de 7 635,53 € pour une personne seule, ou 13 374,16 € pour un ménage.

L'appréciation des ressources intègre tous les avantages de vieillesse (notamment les retraites), les revenus professionnels, les biens mobiliers et immobiliers (à l'exception de la résidence principale), les biens dont le demandeur ou son conjoint sont propriétaires, censés procurer un revenu annuel évalué à 3 % de leur valeur vénale à la date de la demande, les biens dont le demandeur a fait donation dans les dix ans précédant la demande (réputés produire un revenu fictif, variable selon que le donataire est un descendant ou une personne autre). Sont en revanche exclus des ressources, l'allocation de logement aux personnes âgées, la majoration pour tierce personne.

- **être de nationalité française, ou être de nationalité étrangère, sous réserve de fournir une preuve de la régularité du séjour**. Depuis le 01/06/1998 (article L816-1), l'allocation supplémentaire est attribuée sans condition de nationalité.
- **résider en France métropolitaine ou dans les départements d'Outre-mer**. Dans le cadre du maintien de droits acquis, environ 14 000 personnes ayant liquidé leur retraite avant 1992 perçoivent l'allocation supplémentaire dans un pays de l'union européenne (Portugal, Espagne).

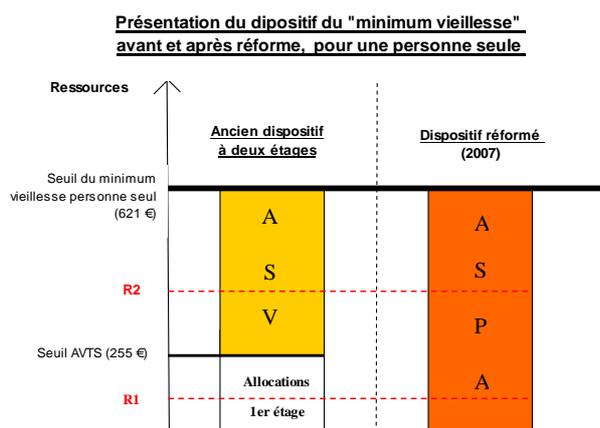
Le barème de l'ASV varie en fonction du nombre de personnes titulaires de l'ASV au sein du ménage. En 2007, le montant mensuel maximum de l'ASV est de 365,97 € pour un allocataire seul. Pour un couple, si un seul des deux conjoints est allocataire (le second étant non éligible car il âgé de moins de 65 ans, ou qu'il ne réside pas en France ou qu'il n'en a pas fait la demande), le montant maximum de l'ASV, fixé au vu des ressources du couple, est alors celui d'une personne seule. Si au sein d'un couple, il y a deux bénéficiaires, le montant maximum est alors de 603,90 € pour le couple, soit 301,95 € pour chacun des deux conjoints².

Les arrérages servis au titre de l'ASV sont, conformément à l'article L. 815-12, recouverts en tout ou en partie sur la succession de l'allocataire, lorsque l'actif successoral est au moins égal à un montant fixé par décret (39 000 €). Le montant de la somme à recouvrer est limité à la différence entre le montant de l'actif net et la limite minimum de l'actif successoral.

➤ **La réforme du minimum vieillesse : la création de l'ASPA**

L'ordonnance n°20004-605 du 24 juin 2004 a simplifié ce dispositif du minimum vieillesse à deux étages en instaurant une prestation unique : l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA). Cette prestation fusionne les deux étages et se substitue pour les nouveaux bénéficiaires aux allocations de premier et deuxième étage du minimum vieillesse. Les bénéficiaires des anciennes allocations continuent quant à eux à les percevoir. L'ASPA est soumise aux mêmes conditions de ressources que les allocataires de l'ASV. Pour en bénéficier, les retraités doivent résider en France.

Avant le 1^{er} janvier 2007, tout individu percevant une allocation de premier étage et résidant en France, a également droit (s'il en fait la demande) à l'ASV (cas d'un individu ayant pour ressources R1 sur le schéma 2). En revanche, un bénéficiaire de l'ASV ne perçoit pas systématiquement une allocation de premier étage (cas d'un individu ayant pour ressources R2). La réforme du « minimum vieillesse » instaure donc une prestation unique qui se substitue, pour les nouveaux bénéficiaires aux anciennes prestations de premier et de deuxième étage du minimum vieillesse. Le montant de l'ASPA est ainsi égal à la différence entre le montant des ressources de l'individu et le montant du minimum vieillesse



À partir de 2007, coexistent donc les anciennes et les nouvelles allocations.

Par ailleurs, la notion de couple, jusqu'alors réservée aux personnes mariées, est élargie, pour les bénéficiaires ASPA, aux couples pacés ou concubins, ce qui a un impact sur le calcul des ressources. Enfin, comme l'ASV, les arrérages servis au titre de l'ASPA sont recouverts en tout ou en partie sur la succession de l'allocataire.

¹ Ce maximum (365,97 €) est égal à la différence entre le montant du minimum vieillesse pour une personne seule (621,27€) et celui de l'AVTS (255,30 €).

² Ce maximum (301,95 €) est égal à la moitié de la différence entre le montant du minimum vieillesse pour un couple (1 114,51 €) et celui de deux l'AVTS (255,30 €)

L'allocation supplémentaire invalidité

Cette allocation est prévue par l'article L 815-3 du code de la Sécurité sociale. Comme, l'ASV, l'allocation L815-3 ou allocation supplémentaire invalidité (ASI) permet d'atteindre un montant de ressources minimal. Cette prestation complète ainsi la pension invalidité d'un individu jusqu'au seuil du minimum vieillesse.

Les conditions de ressources et de résidence, ainsi que le montant mensuel maximum de l'ASI sont semblables à ceux de l'ASV. Toutefois, il faut avoir moins de 60 ans pour bénéficier de l'allocation supplémentaire invalidité. À 60 ans, l'ASPA se substitue à l'allocation supplémentaire invalidité.

Les arrérages servis au titre de l'ASI sont également recouverts en tout ou en partie sur la succession de l'allocataire.

Fonds de solidarité vieillesse et fonds spécial d'invalidité

La Loi n 93-936 du 22 juillet 1993 relative aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale a en effet créé, à compter du 1er janvier 1994 :

- le **Fonds de solidarité vieillesse** ayant pour mission, entre autres, de prendre en charge les avantages d'assurance vieillesse à caractère non contributif relevant de la solidarité nationale. C'est ce Fonds de solidarité vieillesse qui rembourse aux caisses de retraite ou au Service de l'allocation spéciale vieillesse (SASP) les allocations supplémentaires versées au titre de la vieillesse.
- le **Fonds spécial d'invalidité** qui rembourse aux caisses de retraite le financement des allocations supplémentaires versées au titre de l'invalidité. Cependant, les allocations versées par les régimes de retraite de l'État font l'objet de subventions spécifiques. Le Régime général assure sur ses propres ressources les charges afférentes à l'allocation, sous réserve des subventions dont il peut bénéficier à cet effet.

Ces deux organismes, FSV et FSI, pour les dépenses correspondant aux allocations supplémentaires Vieillesse et Invalidité, se sont substitués à compter du 1er janvier 1994 au Fonds national de solidarité, qui avait été créé en 1956.

Liste des sigles utilisés

ASPA	Allocation de solidarité aux personnes âgées
ASV	Allocation supplémentaire du minimum vieillesse
ASI	Allocation supplémentaire invalidité
AVTS	Allocation aux vieux travailleurs salariés
CAVIMAC	Caisse d'assurance vieillesse, invalidité et maladie des Cultes
CDC	Caisse des dépôts et consignations
CNAVTS	Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés
CNRACL	Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales gérée par la CDC
DOM	Département d'Outre-mer
ENIM	Établissement national des invalides de la marine
FNS	Fonds national de solidarité
FSPOEIE	Fonds spécial des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'État géré par la CDC
FSV	Fonds de solidarité vieillesse
MSA Non Salariés	Caisse de mutualité sociale agricole pour les non salariés agricoles (Exploitants agricoles)
MSA Salariés	Caisse de mutualité sociale agricole pour les salariés agricoles
RSI	Régime des indépendants regroupe depuis 2006 l'ORGANIC et la CANCAVA
RSI-Artisans	Régime social des artisans (ex-CANCAVA : Caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse artisanale)
RSI-Commerçants	Régime social des commerçants (ex-ORGANIC : Caisse de compensation de l'organisation autonome de l'industrie et du commerce)
Régime minier	Caisse de Sécurité sociale dans les mines régime minier. Ex-CANSSM (Caisse autonome nationale de Sécurité sociale dans les mines) gérée depuis 2006 par la CDC.
SASPA	Service de l'allocation de solidarité aux personnes âgées. Il a remplacé le SASV (Service de l'allocation spéciale vieillesse) depuis le 1er janvier 2007
SNCF	Caisse de retraite et de prévoyance de la Société nationale des Chemins de fer français

I - Présentation des principaux résultats

Introduction

Le « minimum vieillesse » est un dispositif constitué d'allocations permettant aux personnes âgées de 65 ans au moins (60 ans et plus en cas d'inaptitude au travail) qui disposent de faibles revenus d'atteindre un seuil minimal de ressources, celui du minimum vieillesse. Le dispositif du « minimum vieillesse » a été modifié par l'ordonnance du 24 juin 2004, dont le décret d'application est paru en janvier 2007.

Jusqu'en 2007, le « minimum vieillesse » était exclusivement est un dispositif à deux étages (schéma).

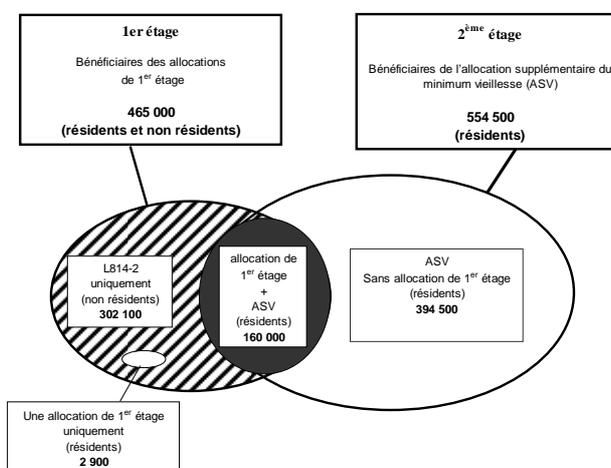
- Le premier étage garantit à une personne âgée un revenu minimum, égal au montant de l'AVTS (allocation aux vieux travailleurs salariés). Il regroupe plusieurs allocations. La plus fréquemment servie (84 % des allocataires du premier étage) est la majoration de pension prévue par l'article L814-2 du code de la sécurité sociale qui complète une pension de droit direct ou de réversion inférieure à l'AVTS. Vient ensuite l'allocation spéciale L814-1 versée par le SASPA à des personnes ne pouvant prétendre à aucune retraite (14 % des allocataires). Enfin, les autres allocataires du premier étage (2 %) perçoivent le Secours viager, l'allocation aux mères de famille, l'AVTS ou ses allocations dérivées.

Les allocations du premier étage sont soumises à condition de résidence, à l'exception de la majoration L814-2, principalement servie à des allocataires non résidents.

Aucune nouvelle allocation de premier étage n'est servie depuis janvier 2007, et depuis le 1^{er} janvier 2006 si les demandeurs sont non-résidents. Toutefois, le Ministère des Affaires Sociales, au terme de sa lettre du 17 janvier 2007, a autorisé les organismes prestataires qui rencontraient des contraintes de gestion pour assurer la liquidation de l'ASPA, à attribuer, durant une partie, voire durant toute l'année 2007, des nouvelles allocations de premier et de deuxième étages aux nouveaux bénéficiaires, à condition qu'ils soient résidents.

- Le second étage est constitué de l'allocation supplémentaire vieillesse L 815-2 (ASV) qui permet d'atteindre le montant du minimum vieillesse. Cette allocation est soumise à condition de résidence, contrairement à la principale allocation de premier étage.

Le schéma 1 suivant présente les effectifs des bénéficiaires des allocations du premier et du deuxième étage à la fin 2007.



Calculs DREES pour le stock d'allocataires au 31/12/07

Nouvelle méthodologie pour 2007 utilisant des données du FSV.

Avec cette méthodologie, la répartition pour 2006 des allocataires résidents, selon l'allocation perçue, a été revue. Le nombre de bénéficiaires cumulant une allocation de 1^{er} étage et l'ASV a donc été estimé à 161 800, ceux ne percevant que l'ASV à 436 700 et les résidents touchant seulement une allocation de 1^{er} étage à 3 100. Les effectifs d'ensemble restent les mêmes.

Au 31 décembre 2007, on dénombre ainsi 554 500 bénéficiaires de l'allocation supplémentaire, nécessairement résidents⁷. Parmi eux, 394 500 perçoivent uniquement cette allocation et 160 000 la cumulent avec une allocation de premier étage. Le premier étage du minimum vieillesse concerne un champ plus large. Ainsi, les bénéficiaires du premier étage, estimés à 465 000 (y.c. AVTS et ses allocations dérivées, secours viager et AMF), sont essentiellement des résidents à l'étranger (302 100) et ne peuvent donc pas, pour cette raison, prétendre à l'allocation supplémentaire.

L'ordonnance n°2004-605 du 24 juin 2004 a simplifié ce dispositif du minimum vieillesse à deux étages en instaurant une prestation unique : l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA).

Cette prestation, qui fusionne les deux étages et se substitue pour les nouveaux bénéficiaires aux anciennes prestations est soumise aux mêmes conditions de ressources que les allocataires de l'ASV.

L'ASPA est un minimum social au même titre que l'ASV. À ce titre elle est soumise à condition de résidence, comme l'ASV et contrairement à l'allocation de premier étage L814-2. La réforme du minimum vieillesse supprime ainsi une différence de champ relative à la condition de résidence qui existait entre les bénéficiaires des deux étages.

Le décret d'application de la réforme est paru le 13 janvier 2007. En 2007, coexistent ainsi deux allocations qui permettant d'atteindre le niveau du minimum vieillesse : l'ASV et l'ASPA. **C'est la raison pour laquelle, il convient désormais, pour estimer le stock des allocataires du minimum vieillesse, entendu comme minimum social, d'ajouter les bénéficiaires de l'ASV à ceux de l'ASPA. Au 31 décembre 2007, plus de 586 700 personnes perçoivent une allocation leur permettant d'atteindre le seuil du minimum vieillesse : 554 500 touchent l'ASV et 32 200 l'ASPA.**

En général, dans ce document, où l'on étudie le stock des bénéficiaires, il ne sera fait aucune analyse séparée de ces deux allocations. Certaines caisses n'ayant pas pu délivrer d'ASPA en 2007, l'effectif des nouveaux allocataires de la seule ASPA ne saurait fournir une estimation exacte du flux des bénéficiaires du minimum vieillesse en 2007.

Cette publication retrace tout d'abord les principaux résultats concernant les bénéficiaires de l'ensemble des allocations du minimum vieillesse : les allocations permettant d'atteindre le seuil du minimum vieillesse, ASV plus ASPA, puis celles du premier étage. Ces résultats sont fondés sur des données FSV et des données de l'enquête Drees sur le minimum vieillesse.

⁷ Dans le cadre du maintien de droits acquis, environ 14 000 personnes ayant liquidé leur retraite avant 1992 perçoivent l'allocation supplémentaire dans un pays de l'union européenne (Portugal, Espagne).

A. Les allocations permettant d'atteindre le seuil du minimum vieillesse : l'ASV et l'ASPA

1. Données d'ensemble

Au 31 décembre 2007, plus de 586 700 personnes perçoivent une allocation leur permettant d'atteindre le seuil du minimum vieillesse : 554 500 touchent l'ASV et 32 200 l'ASPA. (tableau A1): 69,6% d'entre elles relèvent du Régime général et 9,6 % de la branche des non salariés de la MSA (tableau A3 et encadré n°2). 11,7 % soit 68 700 personnes touchent une allocation leur permettant d'atteindre le seuil du minimum vieillesse versée par le SASPA⁸ car elles ne perçoivent aucune pension de retraite.

La baisse du nombre de bénéficiaires est de 2 % pour la quatrième année consécutive

Depuis 1960, le nombre de bénéficiaires d'allocations permettant d'atteindre le seuil du minimum vieillesse a été divisé par 4 (tableau A2), passant de 2 470 000 à 586 700. La baisse globale sur le long terme du nombre de bénéficiaires s'explique par l'amélioration progressive du montant des retraites. Les retraités les plus jeunes ont en effet eu, dans l'ensemble, des carrières plus favorables que leurs aînés. Les femmes ont été plus nombreuses à travailler et à cotiser plus longtemps. En outre, les dispositifs d'assurance des régimes les moins avantageux, notamment les régimes des non salariés, ont connu une amélioration progressive. Ces derniers sont d'ailleurs les régimes pour lesquels on observe la plus forte diminution du nombre d'allocataires au cours des dix dernières années : baisse de 80 %, entre 1997 et 2007, pour la MSA non salariés, d'environ deux tiers pour le régime des artisans (ex-CANCAVA) et de plus de la moitié pour celui des commerçants (ex-ORGANIC) contre un tiers, tous régimes confondus (tableau A3).

Ce recul continu du nombre d'allocataires s'est encore poursuivi en 2007 (-2,0 % tous régimes confondus), au même rythme qu'en 2004, 2005 et 2006. Pour la quatrième année consécutive, la baisse est de bien moindre ampleur que celles enregistrées depuis le début des années 80. On assiste en effet à l'arrivée à maturité des régimes de retraite. En outre, les allocataires les plus âgés appartiennent désormais aux générations creuses de la première guerre mondiale, ce qui ralentit le flux des sorties. Enfin, les générations du baby-boom n'ont pas encore atteint l'âge d'éligibilité du minimum vieillesse, à savoir 65 ans (sauf en cas d'inaptitude où l'âge est ramené à 60 ans).

Des évolutions contrastées selon les caisses

Les plus fortes baisses par rapport à 2006 sont observées pour les régimes des non salariés. Avec -12,8 %, la MSA des exploitants agricoles enregistre l'un des replis les plus forts en 2007. Comparable aux évolutions enregistrées depuis 2004, cette baisse est plus faible que celles consécutives à la montée en charge du plan quinquennal 1997-2002 de revalorisation des petites retraites agricoles. Ce plan visait à élever au niveau du minimum vieillesse toutes les pensions des affiliés ayant des carrières complètes. La baisse des autres régimes non

⁸ Depuis le 1^{er} janvier 2007, le SASV est devenu le SASPA. Le SASPA a repris le stock des bénéficiaires qui étaient rattachés au SASV.

salariés concerne le régime des commerçants (-6,3 %) et artisans (autour de 9 %⁹), conformes aux évolutions observées depuis 2004.

En 2007, comme en 2006, le nombre de personnes âgées percevant des allocations permettant d'atteindre le seuil du minimum vieillesse et relevant de la CNAVTS (caisses métropolitaines et Dom) stagne (-0,6 % en 2007). Cette stabilisation doit être mise en parallèle de l'évolution du nombre de retraités qui augmente chaque année. Bien que les effectifs des bénéficiaires stagnent en 2007, leur part parmi les retraités continue donc de reculer. Par ailleurs, la suppression, depuis 1998, de la condition de nationalité pour l'octroi des prestations non contributives continue, dans une moindre mesure que dans le passé, à avoir un effet à la hausse sur les effectifs des allocataires au sein de la CNAVTS.

Pour la cinquième année consécutive, le nombre de bénéficiaires qui ne perçoivent aucune pension de retraite et qui de ce fait sont rattachés au SASPA progresse en 2007 (+1,8%). Toutefois, contrairement aux années précédentes, l'effet de la loi du 11 mai 1998, permettant aux ressortissants européens hors Espace économique européen de bénéficier des allocations du minimum vieillesse, semble moins fort. En effet, jusqu'alors, cette loi avait fait entrer dans le dispositif des étrangers résidents qui en étaient alors exclus. La montée en charge semble donc achevée : en 2007 la hausse concerne de la même façon les personnes françaises comme les étrangers.

En 2004, le nombre d'allocataires de la CAVIMAC avait fortement augmenté, de plus de 45 %, à la suite d'une nouvelle appréciation des ressources entrée en vigueur le 1er novembre 2003. Les conditions de ressources du droit commun sont désormais appliquées : seules les ressources personnelles sont retenues et non plus celles de la congrégation ou collectivité d'appartenance. Après une hausse encore sensible en 2005 (+ 4,0 %), en 2006, la progression avait été modérée (+1,5%). En 2007, on assiste à une baisse (-2,3 %), en lien avec la démographie vieillissante du clergé où les décès sont désormais plus importants que les flux en entrée dans le dispositif du minimum vieillesse.

Les dépenses relatives à l'ASV et à l'ASPA s'élèvent au total à 1,7 milliard d'euros en 2007

Les dépenses relatives aux allocations permettant d'atteindre le seuil du minimum vieillesse s'élèvent à 1 654 millions d'euros en 2007. À titre de comparaison, pour la même année, 230 milliards d'euros ont été versés au titre des pensions de retraite, hors avantages non contributifs¹⁰. Depuis 2004, les dépenses, en euros constants, se sont stabilisées. Sur longue période, elles ont diminué de moitié depuis 1990 (tableau A4).

Entre 2006 et 2007, elles sont pourtant en très légère augmentation (+0,7% en euros 2007), tandis que les effectifs des bénéficiaires baissent de 2,0 %. Outre la revalorisation, en euros constants de l'allocation (+0,3%), ce différentiel s'explique par la hausse du nombre de bénéficiaires à « taux plein » et par le fait que les montants versés au titre de l'ASPA recouvrent des dépenses qui auraient relevé, avant la réforme, des dépenses des allocations de premier étage. Toutefois en 2007, ces « transferts » sont très faibles.

⁹ Changement de méthode d'estimation en 2007. Voir note (2) du tableau A3.

¹⁰ Pension principale de droit direct, dérivé et avantages complémentaires, hors avantages non contributifs.

Le pouvoir d'achat des allocations progresse légèrement en 2007

En 2007, les montants des allocations du minimum vieillesse (AVTS et ASV ont été revalorisés en euros courants de 1,8 % par rapport à 2006. Ce taux d'évolution est depuis 2001 identique à celui des pensions du régime général (tableau A5).

Après une quasi-stagnation du pouvoir d'achat des allocations du minimum vieillesse en 2006 (+0,1%), il progresse légèrement en 2007 (+0,3%). En moyenne sur l'année, les plafonds garantis se sont accrus de 1,8 % tandis que le taux d'inflation (hors tabac) n'augmentait que de 1,5 %. La légère hausse du pouvoir d'achat des allocations du minimum vieillesse est donc due à l'écart entre l'inflation prévue et l'inflation réellement constatée.

Un individu, ou un ménage, est considéré comme pauvre lorsque son niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté. Les seuils de pauvreté pour une personne seule s'élèvent en 2006 ¹¹ à 880 euros pour le seuil à 60 %, tandis que le montant du minimum vieillesse est de 610 euros par mois.

En 2006, le niveau de vie des personnes seules ayant pour unique ressource le minimum vieillesse est donc inférieur de 31 % au seuil de pauvreté à 60 %. Pour les couples, la position par rapport au seuil de pauvreté est relativement moins défavorable, puisque le seuil du minimum vieillesse perçu par un couple est inférieur de 17 % au seuil de pauvreté à 60 % (1 095 euros mensuels pour le minimum vieillesse contre 1 320 euros mensuels pour le seuil de pauvreté).

Depuis 1970, le barème du minimum vieillesse pour les personnes seules est systématiquement situé en dessous du seuil de pauvreté à 60 %. Sur la même période, les montants des seuils du minimum vieillesse et de pauvreté pour les personnes en couple sont quasi identiques jusqu'en 1997 ; au-delà, le seuil de pauvreté augmente plus vite que le minimum vieillesse, l'écart se creusant d'année en année. Il est important de rappeler ici que la pauvreté monétaire est définie de façon normative. En effet, selon que l'on retienne un seuil de pauvreté à 60 % (norme européenne désormais utilisée par la France) ou à 50 % (jusqu'à très récemment norme utilisée par la France) du revenu médian, le diagnostic diffère, puisque le minimum vieillesse se situe précisément entre les deux seuils. Pour autant, quelle que soit la définition normative de la pauvreté retenue, le minimum vieillesse protège de moins en moins de la pauvreté. En effet, l'écart entre le minimum vieillesse et les seuils de pauvreté s'est accru au fil du temps pour l'ensemble des bénéficiaires, l'écart de niveau de vie des allocataires seuls et de ceux vivant en couple s'est également creusé à la défaveur des personnes seules depuis les années 70.

Par ailleurs, la comparaison directe des barèmes du minimum vieillesse avec les seuils de pauvreté reste délicate, en raison de la prise en compte des revenus et charges liées au logement et de la difficulté de connaître les revenus du patrimoine, bien qu'ils soient depuis 2005, mieux pris en compte¹². La prise en compte du logement est en l'occurrence primordiale dans l'appréhension du niveau de vie et donc de la pauvreté des allocataires du minimum vieillesse. Ces derniers peuvent en effet, quand ils sont locataires, percevoir des aides au logement : celles-ci se rajoutent au montant garanti par le minimum vieillesse ; quand ils sont propriétaires (non accédants), aucune aide au logement n'est versée, mais il est possible de considérer que les ménages concernés bénéficient d'un avantage implicite en

¹¹ Source Insee. Dernières données disponibles.

¹² Depuis 2005, le revenu médian est estimé à partir de l'enquête « Revenus fiscaux et sociaux » (ERFS) 2005. Il intègre les prestations sociales réelles (elles étaient auparavant imputées) et assure une meilleure couverture des revenus du patrimoine.

termes de niveau de vie, correspondant au loyer qu'ils n'ont pas à verser en tant que propriétaires de leur logement. Ainsi la simple comparaison des barèmes du seul minimum vieillesse avec les seuils de pauvreté peut-elle se révéler insuffisante pour apprécier la situation « réelle » vis-à-vis de la pauvreté des personnes au minimum vieillesse. Comme les retraités sont plus souvent propriétaires de leur logement que les ménages d'actifs (plus de 70 % pour les plus de 65 ans, contre 60 % pour les actifs en 2003), on sous-estime leurs ressources et donc leur niveau de vie (document du Cor n° 5, séance du 12 décembre 2007). Pour s'en approcher, il faudrait alors ajouter aux ressources des titulaires du minimum vieillesse les allocations logement pour les locataires et l'avantage procuré par la propriété du logement pour les propriétaires.

Le nombre d'allocations supplémentaires invalidité baisse en 2007

L'allocation supplémentaire invalidité (L 815-3) est attribuée dans le cadre du dispositif du minimum vieillesse. Elle permet, comme l'ASV ou l'ASPA d'atteindre le seuil du minimum vieillesse. Les conditions d'attribution, en cas d'invalidité, sont les mêmes à l'exception de l'âge : elle peut être versée avant 60 ans. À la fin 2007, on dénombre 101 000 bénéficiaires d'une ASI contre 101 500 à la fin 2006¹³, soit une baisse de 0,5 %.

Du début des années 60 jusqu'au milieu des années 80, leur effectif a doublé (de 70 000 à près de 140 000). Depuis 1985 jusqu'à 1999, la baisse a été régulière, mais s'est progressivement ralentie. Après une légère augmentation entre 2001 et 2005, le nombre d'allocations supplémentaires s'inscrit à nouveau en baisse depuis 2005. Les dépenses baissent légèrement en 2007 (-2,3 % en euros constants par rapport à 2006) et atteignent 280,5 millions d'euros.

2. Données issues de l'Enquête Drees sur le minimum vieillesse

L'enquête réalisée par la Drees sur le minimum vieillesse réalisée auprès des 12 principaux organismes prestataires des allocations du minimum vieillesse (régimes de retraite et SASPA) permet de mieux connaître la population de l'ensemble des bénéficiaires des allocations permettant d'atteindre le seuil du minimum vieillesse.

Les bénéficiaires en moyenne plus âgés que la population des 60 ans et plus

La population des bénéficiaires d'une allocation leur permettant d'atteindre le seuil du minimum vieillesse se caractérise par une moyenne d'âge élevée : 75,5 ans (tableau B1), tandis que la moyenne d'âge de l'ensemble de la population française âgée de 60 ans et plus est de 72,4 ans¹⁴. L'âge moyen des allocataires a pourtant tendance à diminuer : il a baissé de 0,2 an par rapport à 2006 et de 2,6 ans entre 2000 et 2007. Aussi, bien que la population des allocataires compte une très forte proportion de personnes âgées de 80 ans ou plus (34,4 % des allocataires ont dépassé 80 ans en 2007 contre 23 % de l'ensemble des personnes de 60 ans ou plus), cette part régresse légèrement, de 0,8 point, par rapport à 2006. L'âge moyen dépasse les 80 ans chez les allocataires relevant de la MSA non salariés (82,5 ans), chez les artisans (84,0 ans), les commerçants (81,6 ans) et chez les assurés de la CAVIMAC (82,6 ans) (tableau B5). Dans ces régimes, la couverture vieillesse s'est améliorée progressivement depuis 1973, mais les retraités les plus âgés n'ont pas bénéficié de ces mesures d'amélioration.

¹³ Les chiffres 2006 ont été revus à la baisse suite à une révision des effectifs par la CNAM.

¹⁴ Insee, Population totale au 1er janvier 2007, France métropolitaine.

Les femmes demeurent très majoritaires mais la part des hommes progresse

Jusqu'à 69 ans, les allocataires hommes sont plus nombreux que les femmes (54,8 % contre 45,2 % pour les 65-69 ans) (tableau B2 et encadré 3 page 24). Au-delà, ces dernières deviennent majoritaires : leur proportion croît de manière continue pour atteindre 87,4 % des personnes âgées de 90 ans ou plus. Toutefois, la part des hommes s'accroît légèrement par rapport aux années précédentes, et ce, dès 69 ans et surtout pour les classes d'âge « intermédiaires ». Depuis 2000, la part des allocataires hommes de 75 à 79 ans a ainsi gagné près de 5,5 points passant de 37,5 % à 42,6 %. Il en est de même au sein des 80-84 ans où ils représentent désormais 35,9 % des allocataires. Du fait de la surmortalité masculine, l'âge moyen des femmes bénéficiaires d'une ASV ou d'une ASPA est plus élevé que celui des hommes, 77,6 ans contre 72,6 ans (tableau B5), et 43,7 % des allocataires femmes ont plus de 80 ans. Si la moyenne d'âge des femmes varie très peu, celle des hommes, en revanche baisse régulièrement en lien avec le fait que les « nouveaux entrants » sont plutôt des hommes âgés de 60 à 69 ans. Entre 2000 et 2007, alors que le nombre d'allocataires femmes s'est contracté de presque 30 %, le nombre d'allocataires hommes baissait seulement de 10 %.

La part des allocataires dans la population totale (tableau B3) augmente avec l'âge : elle passe de 2,2 % pour les 60-64 ans à 3,8 % pour les 75-79 ans, pour atteindre 10,2 % pour les plus de 90 ans et même 11,6 % chez les femmes de plus de 90 ans. Les générations les plus anciennes ont, en effet, bénéficié de niveaux de pension moins favorables que leurs cadettes. Les retraites se sont améliorées au fil des générations grâce notamment à de meilleures carrières salariales.

Près des trois quarts des allocataires vivent seuls

Les allocataires sont majoritairement des personnes isolées (célibataires, veuves ou divorcées). Elles représentent 74,1 % des bénéficiaires¹⁵ (tableau B2).

À titre de comparaison, la part des isolés parmi l'ensemble de la population des 60 ans est de 40,9 % (tableau B4). Mais cet écart se réduit avec l'âge : l'effet de l'âge (le nombre de personnes isolées augmente avec l'âge) compense progressivement l'effet de structure (il y a davantage d'isolés parmi les allocataires que dans la population totale).

Les femmes sont particulièrement nombreuses parmi les allocataires isolés : celles qui sont « isolées » (veuves ou non mariées) représentent 54,0 % des allocataires (tableau B2), soit presque les trois quarts des allocataires isolés.

Plusieurs phénomènes se conjuguent pour expliquer les caractéristiques spécifiques de la population des titulaires du minimum vieillesse. Les générations les plus âgées bénéficient de retraites moins favorables que les plus jeunes, ce qui explique en partie la forte présence d'allocataires parmi les plus âgés. De plus, les femmes, déjà surreprésentées parmi les tranches d'âge élevées du fait de leur plus grande longévité, ont des pensions en moyenne plus faibles que les hommes. C'est le cas en particulier pour celles qui, au décès de leur mari, ne perçoivent qu'une pension de réversion.

¹⁵ La méthode de répartition des allocataires entre allocataires « isolés » et allocataires « mariés » utilisée par la CNAVTS a été modifiée en 2007. Avant 2007, la répartition se faisait avec la situation familiale déclarée ; celle-ci était enregistrée au moment de la liquidation et n'était pas modifiée en cas de changements de situation. Cette méthode conduisait ainsi à surévaluer la part des allocataires « mariés » du régime général et par conséquent de l'ensemble des bénéficiaires. Depuis 2007, la répartition isolés/mariés se fait à partir du plafond de ressources (plafond couple ou plafond personne seule) retenu pour attribuer l'allocation.

Les femmes touchent en moyenne une allocation légèrement plus faible que celle des hommes

Le montant mensuel moyen de l'ASV pour l'ensemble des allocataires, isolés ou mariés, s'élève à 239 euros. Le montant mensuel moyen de l'ASV perçu par les hommes isolés est de 230 euros contre 223 euros pour les femmes isolées. Le montant mensuel moyen de l'ASPA pour l'ensemble des allocataires, isolés ou mariés, s'élève à 352 euros. Le montant mensuel moyen de l'ASPA perçu par les hommes isolés est de 332 euros contre 321 euros pour les femmes isolées. Les données relatives à l'ASPA sont fournies à titre indicatif et sont à utiliser avec prudence. En effet, elles portent sur une seule année, première année de délivrance de l'ASPA. En outre, face à des difficultés de gestion, certaines caisses n'ont pas délivré d'ASPA aux nouveaux bénéficiaires mais ont continué de délivrer les anciennes allocations.

Les montants ASPA et ASV ne sont pas directement comparables car l'ASPA comprend le montant des allocations de 1^{er} étage.

Environ 29 % des bénéficiaires perçoivent une allocation (ASV ou ASPA) dont le montant correspond au taux plein de l'allocation d'une personne seule (tableau B7). En 2007, ce montant s'élève à 366 euros par mois pour l'ASV et 621 euros par mois pour l'ASPA. L'allocation « personne seule » peut être versée à une personne isolée (célibataire, divorcée ou veuve) ou à une personne vivant en couple (marié pour l'ASV, marié, pacsé ou concubin pour l'ASPA) lorsque son conjoint ne perçoit pas d'allocation (ce qui est possible si ce dernier a moins de 65 ans ou qu'il ne réside pas en France ou qu'il n'en a pas fait la demande).

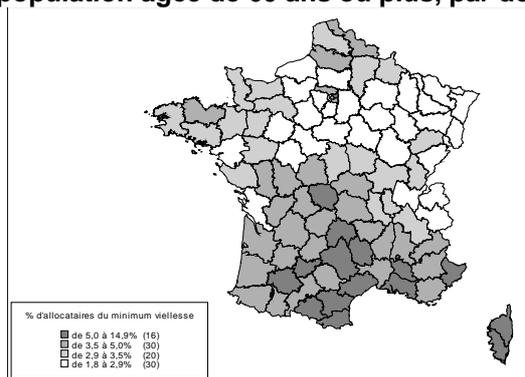
La part d'allocations dont le montant est celui du taux plein pour une personne seule est particulièrement élevée chez les allocataires relevant du SASPA. Ces personnes sont en effet plus souvent isolées que l'ensemble des allocataires et surtout elles ne reçoivent aucune pension de droits direct ou dérivé : elles perçoivent donc souvent le montant maximum de l'ASV ou de l'ASPA.

Depuis 1999, la part des personnes percevant l'allocation maximale « personne seule » progresse de façon continue.

Une disparité géographique des bénéficiaires

Les allocataires sont plus nombreux dans les régions plus rurales de l'Ouest et du Sud Ouest de la France (tableau C4 et carte ci-dessous) : 5,1% des personnes âgées de 60 ans ou plus bénéficient d'une allocation permettant d'atteindre le seuil du minimum vieillesse en Languedoc-Roussillon, 5,0 % en Midi-Pyrénées et en Limousin, 4,1 % en Aquitaine et en Auvergne. On note aussi une part importante des allocataires dans le Sud-est, avec 5,6 % en région PACA et même 14,9 % en Corse. Cette proportion atteint 6,7 % en Lozère, 6,3 % dans le Gers, 5,9 % en Aveyron, 5,2 % dans le Cantal, 4,9 % dans le Lot et Garonne.

Proportion d'allocataires du minimum vieillesse au 31/12/07 parmi la population âgée de 60 ans ou plus, par département



B. Les allocations de premier étage du minimum vieillesse

Au 31 décembre 2007, le nombre de bénéficiaires d'une allocation de premier étage s'élève à 465 000 personnes (tableau A1). Les allocations de premier étage sont versées à un individu dont les ressources personnelles sont inférieures à l'AVTS (255,30 euros par mois). Contrairement à l'ASV, la notion de couple n'intervient pas dans l'attribution des allocations de premier étage. 390 000 personnes, soit 84 % des allocataires du premier étage, perçoivent la majoration L 814-2 versée aux pensionnés de droit direct ou de réversion. Près de 66 000 personnes (14 %) touchent l'allocation spéciale (L814-1) servie par le SASPA aux personnes ne relevant d'aucune caisse de retraite. On dénombre enfin environ 9 000 personnes, soit 2 % des allocataires du premier étage, qui bénéficient d'allocations de premier étage telles que l'AVTS et ses allocations dérivées, le secours viager ou l'allocation aux mères de famille.

1. Données d'ensemble

Deux tiers des allocataires du premier étage sont des non-résidents

Parmi les allocataires du premier étage, seuls les bénéficiaires de l'allocation L814-2 peuvent résider à l'étranger¹⁶. Fin 2007, on compte 302 100 personnes qui résident à l'étranger et qui ne peuvent donc pas prétendre à l'allocation de deuxième étage. Elles représentent près deux tiers des allocataires du premier étage. Il s'agit le plus souvent de personnes immigrées, essentiellement originaires de pays non européens, ayant travaillé peu d'années en France et touchant de faibles retraites, qui sont retournées vivre dans leur pays d'origine. La réforme du minimum vieillesse a supprimé dès le 01/01/06 toute nouvelle attribution de la majoration L814-2 à des personnes ne résidant pas en France. Par ailleurs, moins d'1 % des allocataires du premier étage ne perçoivent pas d'ASV alors qu'ils résident en France. Enfin, 160 000 personnes, soit un tiers 1/3 des allocataires du premier étage cumulent l'allocation de premier et de deuxième étage.

Les allocataires du premier étage, sont près de 78 % à relever du régime général, 14 % du SASPA, 2,4 % de la caisse des mines, 2,2 % de la MSA des salariés agricoles.

¹⁶ Pour ceux qui en étaient titulaires avant le 01/01/06.

La hausse du nombre d'allocataires du premier étage marque le pas depuis 2006

Depuis 2000¹⁷, le nombre d'allocataires du premier étage était en hausse continue, sous l'effet de la progression du nombre de versements au titre de la majoration L814-2 servis. Entre 2004 et 2005, le nombre d'allocataires percevant le premier étage du minimum vieillesse s'était accru de 4 %, de 5,2 % pour les seuls titulaires de la L814-2. L'année 2006, rompt avec cette tendance, en lien avec la mise en œuvre de la condition de résidence pour les nouveaux allocataires depuis le 01/01/06. Au total, le nombre d'allocations de premier étage baisse entre 2006 et 2007 de 4,3 %, comme le nombre de majorations L814-2 servies.

Jusqu'en 2005, les régimes qui enregistraient des hausses de leur nombre d'allocations de premier étage étaient des régimes comptant un nombre important de résidents étrangers, comme la CNAV, la MSA salariés agricoles ou encore le régime minier. On dénombre à la fin 2007, 81 % de non-résidents parmi les allocataires du premier étage à la CNAV, 72,5 % à la MSA salariés agricoles et près de la totalité au régime minier.

Les dépenses relatives au premier étage s'élèvent à 1,02 milliards d'euros en 2007.

2. Données issues de l'enquête Drees sur le minimum vieillesse

Une population moins âgée que celle des bénéficiaires de l'ASV, constituée de presque autant d'hommes que de femmes

Les allocataires bénéficiaires du premier étage sont plutôt plus jeunes que les bénéficiaires de l'allocation supplémentaire minimum vieillesse. Ils ont en moyenne 74,5 ans contre 75,5 ans pour les allocataires d'une ASV ou de l'ASPA. On observe peu de différence entre l'âge moyen des hommes et des femmes (74,3 pour les hommes contre 74,7 ans pour les femmes).

Plus d'un sur cinq a plus de 80 ans (21,7 %) (tableau B8), contre respectivement 34,4 % pour les bénéficiaires de l'ASV.

Bien que les femmes y soient majoritaires à 52,5 %, la répartition entre les femmes et les hommes est plus équilibrée que celle des bénéficiaires de l'ASV (tableau B9). Cette équilibre se vérifie surtout pour les tranches d'âge des 65-84 ans.

La population des allocataires du premier étage est composée très majoritairement (les deux tiers) de non-résidents, notamment de personnes originaires des pays extracommunautaires (tableau B10). Les caisses de travailleurs salariés gèrent davantage d'allocataires non-résidents. Celles des travailleurs indépendants, ou relevant directement ou indirectement de la fonction publique, sont en revanche peu concernées.

Ces caractéristiques témoignent ainsi du fait que la population des allocataires du premier étage comprend une population spécifique, celles d'hommes immigrés en France dans les années soixante, venus travailler dans des secteurs à forte demande en main d'œuvre salariée peu qualifiée, tels l'agriculture, les mines, et qui vivent actuellement dans leur pays d'origine. La population des allocataires résidents s'apparente davantage, dans ses caractéristiques socio-économiques, à celle des bénéficiaires de l'allocation supplémentaire vieillesse.

Un peu moins de la moitié des bénéficiaires touchent moins de 183 euros par mois

¹⁷ Date des premières données disponibles par le FSV.

En 2007, 5,2 % des allocataires du premier étage touchent moins de 33 euros par mois (tableau B11). À l'autre extrémité, 15,6 % perçoivent le « taux plein », soit 255 euros par mois. En moyenne, les allocataires touchent en 2007, 173 euros par mois.

Encadré 2

Quel est le régime compétent pour verser les allocations du minimum vieillesse ?

L'organisme compétent pour attribuer les allocations de 1^{er} étage du minimum vieillesse, l'ASV ou l'ASPA, ainsi que l'allocation supplémentaire invalidité varie selon le nombre et la nature des avantages dont bénéficie le demandeur.

Si l'assuré est titulaire d'un seul avantage de vieillesse ou d'invalidité, c'est l'organisme débiteur de cet avantage qui est compétent.

Dans le cas où l'assuré est titulaire de plusieurs avantages à différents régimes :

- Si le demandeur est titulaire d'une prestation du régime des non salariés agricoles et a la qualité d'exploitant agricole à la date de la demande, c'est le régime des non salariés agricoles (MSA) qui est compétent ;
- Si le demandeur n'est pas dans le premier cas de figure et que le régime général lui sert un avantage vieillesse ou invalidité, c'est ce dernier qui est compétent (CNAVTS) ;
- Si l'intéressé ne perçoit d'avantage ni au régime général ni à celui des non salariés agricoles, le régime compétent est celui servant l'avantage dont le montant trimestriel est le plus élevé.

(Code de la Sécurité sociale, art. R815-9, R815-13, art. R815-18 et art. R815-76).

Encadré 3

Les limites de l'analyse par sexe et des montants moyens pour l'ASV et l'ASPA

Dans ce document, les termes « bénéficiaire », « titulaire » ou « allocataire » sont équivalents : ils désignent une seule personne, celle qui perçoit une allocation de l'organisme prestataire de l'ASV ou de l'ASPA.

Titulaires « isolés » (célibataires, divorcées, veufs)

L'analyse par sexe ne pose pas de problème quand le retraité est une personne isolée : il est alors clairement identifié titulaire de l'allocation supplémentaire. Les ressources prises en compte pour l'attribution sont celles de la personne concernée, le barème retenu pour déterminer le montant de l'ASV est le barème « personne seule ».

On peut donc appréhender sans problème particulier la population des allocataires isolés, selon leur sexe, ainsi que les montants moyens de l'ASV ou de l'ASPA ou encore le pourcentage d'allocataires percevant le taux maximum de l'allocation (dit allocataires « à taux plein »).

Titulaires en couple

L'analyse par sexe ne pose pas non plus de difficulté lorsqu'un allocataire est en couple (marié pour l'ASV, marié, pacsé ou en concubinage pour l'ASPA) avec une personne également allocataire : on compte bien deux titulaires distincts. Les ressources prises en compte pour l'attribution sont celles du couple, le barème retenu pour déterminer le montant de l'ASV ou de l'ASPA est le barème « couple ». Elle est versée pour moitié à chacun des bénéficiaires.

Toutefois, il se peut aussi qu'un allocataire soit marié à une personne qui ne touche pas l'allocation supplémentaire. Cette situation se rencontre soit parce que le second conjoint est non éligible à l'allocation supplémentaire (il est âgé de moins de 65 ans ou il ne réside pas en France) soit parce qu'il n'en a pas fait la demande. Ainsi, bien que l'ASV ou l'ASPA soit une ressource du couple et puisse donc bénéficier à ces deux membres, on compte un seul titulaire. Dans ce cas, les ressources prises en compte pour l'attribution sont bien celles du couple, mais le barème retenu pour déterminer le montant de l'ASV ou de l'ASPA est le barème « personne seule ». L'allocation est versée en totalité au titulaire.

L'analyse par sexe devient alors plus délicate car si, légalement, un seul des deux conjoints du couple est titulaire de l'allocation, elle constitue pourtant une ressource pour les deux conjoints. En outre dans le cas où les deux conjoints auraient pu toucher l'ASV ou l'ASPA mais qu'un seul en a fait la demande, le titulaire peut être indifféremment l'homme ou la femme. L'analyse des montants moyens pour les allocataires en couple s'en trouve compliquée voire risquée.

L'enquête Drees ne permet pas de savoir si un titulaire est en couple avec une personne elle aussi titulaire d'une allocation (ASV ou ASPA) ou pas.

BIBLIOGRAPHIE des dernières publications sur le minimum vieillesse

Sandrine Mathern, avec la collaboration de Sandrine Micheaux et Nathalie Augris, « Les allocataires des minima sociaux en 2007 », Drees, Études et résultats, n°680, février 2009.

Nathalie Augris, Catherine Bac, « Évolution de la pauvreté des personnes âgées et minimum vieillesse », Retraite et société, n° 56, janvier 2009, p. 14-40

Nathalie Augris, « l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse – Bénéficiaires au 31 décembre 2006 », Drees, Collection Document de travail, Série Statistiques, n°121, avril 2008.

Nathalie Augris, « Les allocataires du minimum vieillesse », Drees, Études et résultats, n°631, avril 2008

« Rapport annuel d'activité 2007 du FSV », Fonds solidarité Vieillesse, Juin 2008

« Les comptes de la Sécurité sociale 2007 »

Nicole Coëffic, « Faibles retraites et minimum vieillesse », Drees, Études et résultats, n° 82, septembre 2000

**II - Tableaux d'ensemble
issus du rapprochement de sources diverses**

**Tableau A1 - Les allocations du minimum vieillesse au 31/12/07 :
Effectifs des bénéficiaires et montants versés par régime**

	Allocations permettant d'atteindre l'AVTS, dites de premier étage* (toutes allocations)		Allocations permettant d'atteindre le seuil du minimum vieillesse					
			Allocation supplémentaire vieillesse (ASV - L815-2)	ASPA (L815-1)	ASV (L815-2) + ASPA (L815-1)		Allocation supplémentaire invalidité (L815-3)	
					Bénéficiaires au 31.12.07	Bénéficiaires au 31.12.07	Bénéficiaires au 31.12.07	Montants au 31.12.07 en millions d'euros
	Bénéficiaires au 31.12.07	Montants au 31.12.07 en millions d'euros	Bénéficiaires au 31.12.07	Bénéficiaires au 31.12.07	Bénéficiaires au 31.12.07	Montants au 31.12.07 en millions d'euros	Bénéficiaires au 31.12.07	Montants au 31.12.07 en millions d'euros
REGIME GENERAL	359 604	744,9	381 181	27 180	408 361	1 162,2		
dont - Métropole	338 057	710,6	324 043	24 849	348 892	965,8	90 003 ⁽⁸⁾	245,7 ⁽⁸⁾
- Caisses DOM	21 547 ⁽⁴⁾	34,3	57 138 ⁽⁴⁾	2 331 ⁽⁴⁾	59 469 ⁽⁴⁾	196,4		
EXPLOITANTS AGRICOLES	4 375	6,7	56 119	140	56 259	64,0	3 616	11,0
dont - Métropole	2 788	4,3	46 762	140	46 902	35,7		
- Caisses DOM	1 587 ⁽⁴⁾	2,3	9 357 ⁽⁴⁾	0 ⁽⁴⁾	9 357 ⁽⁴⁾	28,3		
SASPA	65 890	197,2	64 350 ⁽⁵⁾	4 368 ⁽⁵⁾	68 718 ⁽⁵⁾	282,4		
SALARIES AGRICOLES	10 172	21,8	23 186	71	23 257	65,9	5 173	16,9
RSI- Commerçants (ex-ORGANIC)	4 939	10,2	9 664	0	9 664	28,3	599	1,4
RSI- Artisans (ex-CANCAVA)	5 226	15,2	8 015 ⁽⁵⁾	0	8 015 ⁽⁶⁾	17,4	963	3,5
CAVIMAC (cultes)	394	0,5	8 329	386	8 715	27,1	18	0,0
CAMR ⁽¹⁾	0 ⁽⁶⁾	0,0	34 ⁽⁶⁾	0 ⁽⁶⁾	34 ⁽⁶⁾	0,1		
PROFESSIONS LIBERALES	3 211 ⁽⁶⁾	1,1	192 ⁽⁶⁾	5 ⁽⁶⁾	197 ⁽⁶⁾	0,6	19	0,1
REGIMES SPECIAUX :	11 189	24,1	3 454	59	3 513	6,2	638	1,9
- SNCF	3	0,0	471	7	478	0,4	95	0,2
- Régime minier	11 027 ⁽⁷⁾	23,9	661	25	686	1,5	40	0,1
- ENIM (marins)	100	0,1	1 074	26	1 100	2,8	24	0,1
- Ouvriers de l'Etat	0	0,0	123	0	123	0,1	35	0,1
- Collectivités locales	0	0,0	320	0	320	0,4	420	1,3
- Autres ⁽²⁾	57 ⁽⁶⁾	0,1	76 ⁽⁶⁾	1 ⁽⁶⁾	77 ⁽⁶⁾	0,1	24	0,1
- Fonctionnaires	2 ⁽⁶⁾	0,0	729 ⁽⁶⁾	0 ⁽⁶⁾	729 ⁽⁶⁾	0,9	0	0,0
TOTAL	465 000	1 021,7	554 524	32 209	586 733	1 654,3	101 029	280,5
dont Métropole			488 029	29 878	517 907			
D.O.M			66 495	2 331	68 826			
TOTAL Champ enquête Drees ⁽³⁾			486 998	29 872	516 870			

* majoration de pension (L814-2), allocation spéciale vieillesse (L814-1), allocation aux vieux travailleurs salariés (AVTS), allocation aux vieux travailleurs non salariés (AVTNS), allocation de vieillesse agricole (exploitants agricoles AVTNS), allocation de vieillesse des professions libérales, Secours viager, allocation aux mères de famille.

⁽¹⁾ La CAMR était la caisse de retraite des agents des chemins de fer secondaires et des tramways. Elle a été intégrée à la CNAV début 1992.

⁽²⁾ RATP, EDF-GDF, SEITA, CRPCEN, Opéra de Paris.

⁽³⁾ Le champ de l'enquête Drees concerne uniquement les bénéficiaires des 12 principaux organismes prestataires de la métropole (11 caisses de retraites + le SASPA). Les tableaux B et C de ce document portent exclusivement sur ce champ.

⁽⁴⁾ Hors champ de l'enquête Drees. Les effectifs DOM sont ici les effectifs gérés par les caisses des DOM. Les données MSA sont provisoires.

⁽⁵⁾ Changement de méthode d'estimation des effectifs en 2007.

⁽⁶⁾ Hors champ de l'enquête Drees

⁽⁷⁾ seule une partie des effectifs ont été communiqués à la Drees dans le cadre de l'enquête.

⁽⁸⁾ Il n'est pas possible de distinguer les montants versés aux DOM de ceux versés en Métropole.

Sources : Enquête Drees sur le minimum vieillesse, Caisse des dépôts et consignations, CNAMTS, Fonds de Solidarité Vieillesse.

**Tableau A2 - Évolution, depuis 1960, du nombre de bénéficiaires
d'allocations vieillesse permettant d'atteindre le minimum vieillesse*
et de l'allocation supplémentaire invalidité**

Effectifs au 31 décembre

ANNEES	Bénéficiaires de l'allocation supplémentaire Vieillesse (ASV)	Bénéficiaires de l'ASPA	Bénéficiaires de l'ASV + ASPA	Bénéficiaires de l'allocation supplémentaire Invalidité	ENSEMBLE
1960	2 468 912	-	2 468 912	71 136	2 540 048
1961	2 378 507	-	2 378 507	69 306	2 447 813
1962	2 354 467	-	2 354 467	67 812	2 422 279
1963	2 287 880	-	2 287 880	68 420	2 356 300
1964	2 341 531	-	2 341 531	68 686	2 410 217
1965	2 348 177	-	2 348 177	69 699	2 417 876
1966	2 356 732	-	2 356 732	70 055	2 426 787
1967	2 330 609	-	2 330 609	75 057	2 405 666
1968	2 317 450	-	2 317 450	76 759	2 394 209
1969	2 251 019	-	2 251 019	86 560	2 337 579
1970	2 209 988	-	2 209 988	85 351	2 295 339
1971	2 141 031	-	2 141 031	85 665	2 226 696
1972	2 092 262	-	2 092 262	86 693	2 178 955
1973	2 066 872	-	2 066 872	87 947	2 154 819
1974	2 033 563	-	2 033 563	89 777	2 123 340
1975	2 041 949	-	2 041 949	90 761	2 132 710
1976	2 025 369	-	2 025 369	95 396	2 120 765
1977	1 981 753	-	1 981 753	96 833	2 078 586
1978	1 927 577	-	1 927 577	102 502	2 030 079
1979	1 854 768	-	1 854 768	110 132	1 964 900
1980	1 753 841	-	1 753 841	110 980	1 864 821
1981	1 706 640	-	1 706 640	112 929	1 819 569
1982	1 700 053	-	1 700 053	114 900	1 814 953
1983	1 653 791	-	1 653 791	120 760	1 774 551
1984	1 604 782	-	1 604 782	124 728	1 729 510
1985	1 539 468	-	1 539 468	139 232	1 678 700
1986	1 482 246	-	1 482 246	138 446	1 620 692
1987	1 421 011	-	1 421 011	136 926	1 557 937
1988	1 367 228	-	1 367 228	132 400	1 499 628
1989	1 298 761	-	1 298 761	133 309	1 432 070
1990	1 212 922	-	1 212 922	132 992	1 345 914
1991	1 161 152	-	1 161 152	122 629	1 283 781
1992	1 098 558	-	1 098 558	113 530	1 212 088
1993	1 061 681	-	1 061 681	110 542	1 172 223
1994	1 040 914	-	1 040 914	109 260	1 150 174
1995	988 825	-	988 825	104 746	1 093 571
1996	942 581	-	942 581	102 457	1 045 038
1997	886 061	-	886 061	102 013 ⁽¹⁾	988 074
1998	840 678	-	840 678	101 571	942 249
1999	807 831	-	807 831	101 136 ⁽¹⁾	908 967
2000	765 907	-	765 907	104 389	870 296
2001	723 089	-	723 089	105 000 ⁽¹⁾	828 089
2002	668 036	-	668 036	105 355 ⁽¹⁾	773 391
2003	634 163	-	634 163	111 248	745 411
2004	621 648	-	621 648	111 512	733 160
2005	609 385	-	609 385	112 623	722 008
2006	598 541	-	598 541	101 548 ⁽²⁾	700 089
2007	554 524	32 209	586 733	101 029	687 762

* ASV plus ASPA depuis 2007

(1) Estimation.

(2) Les effectifs 2006 relevant du régime général ont été revus à la baisse par la Cnam.

NB : Jusqu'en 1993 compris, les effectifs concernant les DOM étaient minorés dans leur estimation.

Sources : Enquête Drees sur le minimum vieillesse, Caisse des dépôts et consignations, CNAMTS, Fonds de Solidarité Vieillesse.

Tableau A3 – Évolution, depuis 1997, du nombre de bénéficiaires de l'ASV ou de l'ASPA, par régime

Régimes	2007		% évolution	% évolution	% évolution
	Effectifs	% en colonne	depuis 2006 (sur un an)	depuis 2002 (sur cinq ans)	depuis 1997 (sur dix ans)
REGIME GENERAL	408 361	69,6	-0,6	-3,5	-9,0
EXPLOITANTS AGRICOLES	56 259	9,6	-12,8	-50,1	-79,5
SASPA	68 718 ⁽¹⁾	11,7	1,8	8,0	1,9
SALARIES AGRICOLES	23 257	4,0	-4,5	-23,1	-40,2
RSI-Commerçants	9 664	1,6	-6,3	-32,0	-54,1
RSI-Artisans	8 015 ⁽²⁾	1,4	n.s ⁽²⁾	n.s ⁽²⁾	n.s ⁽²⁾
CAVIMAC (cultes)	8 715	1,5	-2,3	52,8	43,6
CAMR	34	ns	ns	ns	ns
PROFESSIONS LIBERALES	197	ns	ns	ns	ns
REGIMES SPECIAUX	3 513	0,6	-8,9	-38,0	-57,2
ENSEMBLE	586 733	100,0	-2,0	-12,2	-33,8

ns : non significatif en raison de la faiblesse des effectifs.

⁽¹⁾ Changement de méthode d'estimation des effectifs du SASPA en alignement avec celle utilisée pour fournir les effectifs au FSV. Avant 2007, étaient inclus dans les données Drees les allocataires touchant 0 euro en décembre. Ce changement n'impacte pas significativement l'évolution des allocataires SASPA.

⁽²⁾ Changement de méthode d'estimation des effectifs du RSI-artisans en 2007 en alignement avec celle utilisée pour fournir les effectifs au FSV. Les effectifs sont estimés à partir d'une base de données plus récente. A méthodologie constante, l'évolution entre 2007 et 2006 aurait été de -8,7%. Elle n'impacte pas significativement l'évolution d'ensemble du stock entre 2006 et 2007. L'évolution sur 5 ans aurait été de -40 % et de -64,5% sur 10 ans.

Sources : Enquête Drees sur le minimum vieillesse, Caisse des dépôts et consignations, CNAMTS, Fonds de Solidarité Vieillesse.

Tableau A4 - Evolution depuis 1990 des dépenses pour les allocations vieillesse (ASV et ASPA) et pour l'allocation supplémentaire invalidité (ASI) réparties par régime

(en millions d'euros courants)

	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
VIEILLESSE (ASV et ASPA)														
REGIME GENERAL	1 205,1	1 072,2	1 080,4	1 035,4	1 021,3	1 046,1	1 063,9	1 070,3	1 122,0	1 070,2	1 071,4	1 102,9	1 123,2	1 162,2
- Métropole	1061,5	902,8	901,6	858,7	844,0	864,4	880,5	883,9	931,9	879,5	880,1	910,8	930,8	965,8
- DOM	143,6	169,4	178,8	176,7	177,3	181,7	183,4	186,4	190,1	190,8	191,3	192,1	192,4	196,4
EXPLOITANTS AGRICOLES	952,0	671,6	635,7	543,3	453,7	365,7	262,2	211,8	190,2	119,2	97,3	89,1	77,7	64,0
- Métropole	912,1	627,8	590,1	500,2	409,5	322,6	219,8	173,7	153,5	85,5	65,2	58,0	47,7	35,7
- DOM	39,9	43,8	45,6	43,1	44,2	43,1	42,4	38,1	36,8	33,7	32,2	31,2	30,0	28,3
SASV	243,6	237,5	238,6	232,2	225,9	236,8	231,6	237,0	254,5	251,3	255,9	259,6	266,2	282,4
SALARIES AGRICOLES	117,7	97	100,0	94,5	90,1	86,4	80,6	80,0	80,8	74,0	71,0	68,6	67,2	65,9
ORGANIC (commerçants)	97,1	71,7	68,4	62,4	57,3	53,8	45,0	43,0	43,7	35,5	33,1	31,2	29,2	28,3
CANCAVA (artisans)	77,9	59,5	57,0	52,3	44,7	37,4	37,7	34,9	34,5	26,9	23,7	21,2	20,2	17,4
CAVINMAC (cultes)	12,5	13,9	14,3	14,3	13,0	14,8	14,9	14,7	14,5	15,1	24,5	27,6	27,7	27,1
CAMR	1,7	nd	nd	nd	nd	nd	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
PROFESSIONS LIBERALES	1,1	1,1	1,1	0,9	0,8	0,8	0,9	0,8	0,8	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6
REGIMES SPECIAUX	9,3	9,9	9,9	10,1	8,7	8,5	9,2	8,7	8,6	8,1	7,5	6,9	6,7	6,2
TOTAL VIEILLESSE	2 716,9	2 234,4	2 205,4	2 045,4	1 915,5	1 850,3	1 746,2	1 701,5	1 749,8	1 601,2	1 585,1	1 608,0	1 618,7	1 654,3
INVALIDITE														
REGIME GENERAL	194,3	189,4	199,9	201,3	206,0	215,3	214,5	219,7	223,1	219,2	232,7	238,8	244,9	245,7
- Métropole	188,0	183,1	193,3	195,0	200,2	209,5	nd							
- DOM	6,3	6,3	6,6	6,3	5,8	5,8	nd							
EXPLOITANTS AGRICOLES	28,2	21,2	20,1	18,3	17,1	15,5	14,3	14,0	15,0	14,7	13,5	12,3	13,5	11,0
- Métropole	28,2	20,3	19,2	17,5	16,2	14,8	nd							
- DOM	*	0,9	0,9	0,8	0,9	0,8	nd							
SALARIES AGRICOLES	20,6	16,9	16,3	15,7	15,2	16,0	17,2	17,5	16,9	16,6	16,5	17,2	17,4	16,9
ORGANIC (commerçants)	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	1,0	1,0	1,0	0,9	1,1	1,2	1,4
CANCAVA (artisans)	4,3	2,9	2,9	2,9	3,0	3,2	3,2	3,3	3,5	3,6	3,5	3,4	3,6	3,5
CAVINMAC (cultes)														
PROFESSIONS LIBERALES														
REGIMES SPECIAUX	1,7	2,6	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,2	2,1	2,1	2,1	2,1	1,9
TOTAL INVALIDITE	249,9	233,8	242,7	241,7	244,8	253,6	252,8	258,3	261,8	257,3	269,3	275,1	283,4	280,5
TOTAL GENERAL	2 966,8	2 468,2	2 448,1	2 287,1	2 160,3	2 103,9	1 999,0	1 959,8	2 011,6	1 858,5	1 854,5	1 883,4	1 902,1	1 934,8
- % d'évolution sur un an (en euros constants)	-	-5,3	-2,6	-7,6	-6,1	-3,1	-6,5	-3,5	0,9	-9,3	-1,9	-0,2	-0,7	0,3
- % d'évolution depuis 1990 (en euros constants)	-	-26,1	-26,9	-32,4	-36,6	-38,5	-42,5	-44,5	-44,0	-49,2	-50,2	-50,3	-50,6	-50,5

* : non disponible ; inclus dans métropole.

nd : non disponible.

Sources : Enquête Drees sur le minimum vieillesse, Caisse des dépôts et consignations, CNAIMTS, Fonds de Solidarité Vieillesse.

Tableau A5 - Evolution depuis 1970 des montants des allocations vieillesse (AVTS, ASV, ASPA), des seuils du minimum vieillesse (personne seule et couple) et taux d'évolution annuels de ces montants comparés avec ceux de l'Indice des prix (IPC) et ceux des revalorisation des pensions du régime général

Date d'effet	Montants bruts annuels (en euros courants)						Taux d'évolution sur un an (en %)							
	AVTS	ASV		ASPA		Seuils du minimum vieillesse		AVTS	ASV		Seuils du minimum vieillesse		Indice des prix ⁽¹⁾	Taux de reval. pensions CNAV
		personne seule	couple	personne seule	couple	Personne seule	Couple		personne seule	couple	Personne seule	Couple		
			personne seule	couple	personne seule	couple			personne seule	couple	Personne seule	Couple		
01/01/1970	251,5	190,6	381,2	-	-	442,1	884,2	-	-	-	-	-	-	-
01/01/1971	266,8	228,7	457,3	-	-	495,5	990,9	6,1	20,0	20,0	12,1	12,1	5,6	10,1
01/01/1972	282,0	274,4	548,9	-	-	556,4	1 112,9	5,7	20,0	20,0	12,3	12,3	6,0	11,5
01/01/1973	320,1	365,9	731,8	-	-	686,0	1 372,0	13,5	33,3	33,3	23,3	23,3	7,4	10,9
01/01/1974	373,5	419,2	838,5	-	-	792,7	1 585,5	16,7	14,6	14,6	15,6	15,6	13,7	15,4
01/01/1975	495,5	541,2	1 082,3	-	-	1 036,7	2 073,3	32,7	29,1	29,1	30,8	30,8	11,7	16,5
01/01/1976	571,7	655,5	1 311,0	-	-	1 227,2	2 454,4	15,4	21,1	21,1	18,4	18,4	9,6	17,2
01/01/1977	655,5	716,5	1 433,1	-	-	1 372,0	2 744,1	14,7	9,3	9,3	11,8	11,8	9,5	16,3
01/01/1978	800,4	876,6	1 753,1	-	-	1 676,9	3 353,9	22,1	22,3	22,3	22,2	22,2	9,2	13,0
01/01/1979	975,7	990,9	1 981,8	-	-	1 966,6	3 933,2	21,9	13,0	13,0	17,3	17,3	10,6	10,8
01/01/1980	1 128,1	1 097,6	2 195,3	-	-	2 225,8	4 451,5	15,6	10,8	10,8	13,2	13,2	13,5	12,1
01/01/1981	1 295,8	1 295,8	2 591,7	-	-	2 591,6	5 183,3	14,9	18,1	18,1	16,4	16,4	13,3	13,3
01/01/1982	1 539,7	2 119,0	3 689,3	-	-	3 658,8	6 768,7	18,8	63,5	42,4	41,2	30,6	11,9	14,6
01/01/1983	1 722,7	2 317,2	4 024,6	-	-	4 039,9	7 470,0	11,9	9,4	9,1	10,4	10,4	9,5	8,2
01/01/1984	1 823,3	2 452,9	4 186,2	-	-	4 276,2	7 832,8	5,8	5,9	4,0	5,8	4,9	7,7	4,0
01/01/1985	1 927,0	2 591,6	4 358,4	-	-	4 518,6	8 212,4	5,7	5,7	4,1	5,7	4,8	6,0	6,3
01/01/1986	2 006,2	2 699,9	4 515,6	-	-	4 706,1	8 528,0	4,1	4,2	3,6	4,1	3,8	2,5	1,8
01/01/1987	2 053,5	2 762,4	4 532,3	-	-	4 815,9	8 639,3	2,4	2,3	0,4	2,3	1,3	3,3	2,8
01/01/1988	2 126,7	2 863,0	4 699,9	-	-	4 989,7	8 953,3	3,6	3,6	3,7	3,6	3,6	2,6	3,9
01/01/1989	2 181,5	2 937,7	4 823,6	-	-	5 119,2	9 186,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	3,5	2,5
01/01/1990	2 256,2	3 036,8	4 985,2	-	-	5 293,0	9 497,6	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,5
01/01/1991	2 324,1	3 129,0	5 136,0	-	-	5 453,1	9 784,2	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,2	2,5

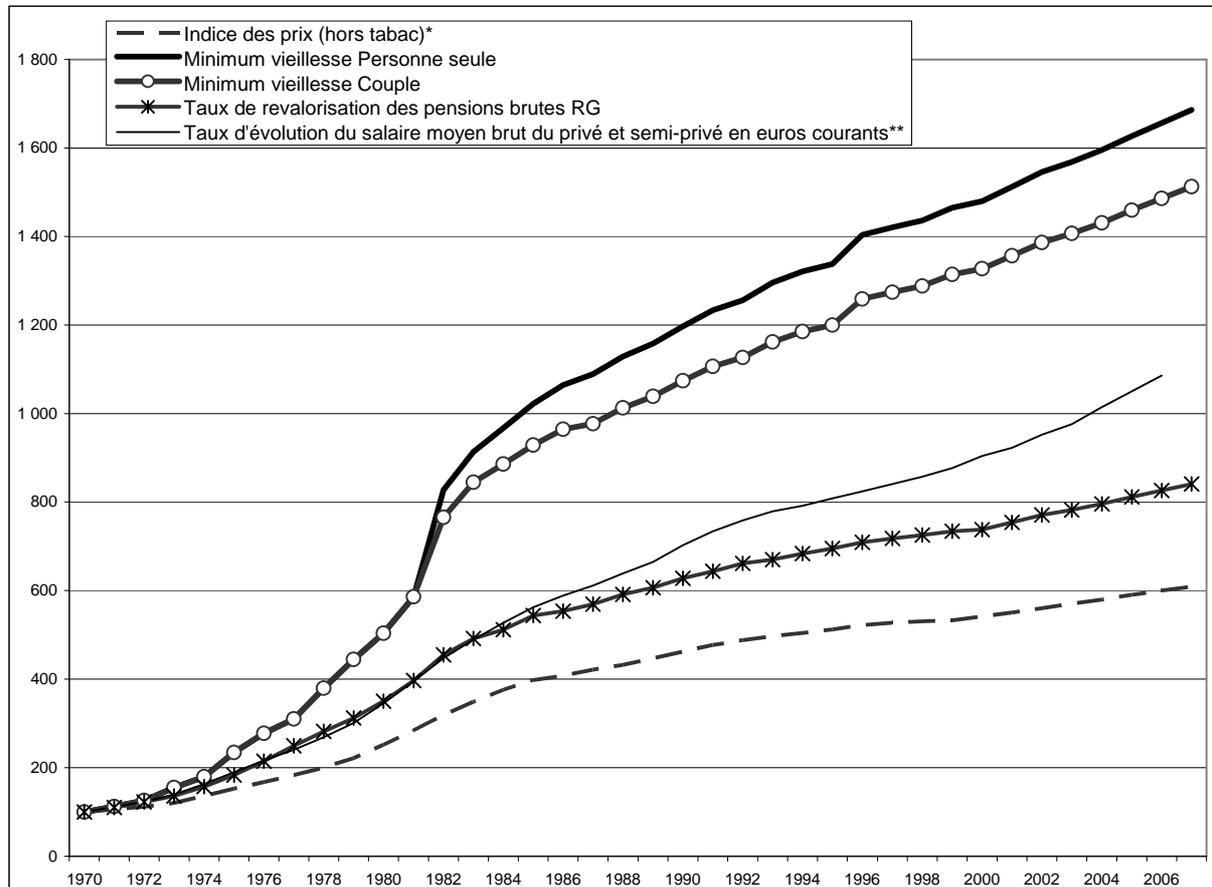
Tableau A5 (suite) - Evolution depuis 1970 des montants des allocations vieillesse (AVTS, ASV, ASPA), des seuils du minimum vieillesse (personne seule et couple) et taux d'évolution annuels de ces montants comparés avec ceux de l'Indice des prix (IPC) et ceux des revalorisations des pensions du régime général

Date d'effet	Montants bruts annuels (en euros courants)						Taux d'évolution sur un an (en %)					
	AVTS	ASV		ASPA		Seuils du minimum vieillesse		AVTS	ASV		Indice des prix ⁽¹⁾	Taux de reval. pensions CNAV
		personne seule	couple	personne seule	couple	Personne seule	Couple		personne seule	couple		
01/01/1992	2 366,0	3 186,2	5 229,0	-	-	9 961,0	1,8	1,8	1,8	1,8	2,3	2,8
01/01/1993	2 440,7	3 286,8	5 393,7	-	-	10 275,1	3,2	3,1	3,2	3,2	1,8	1,3
01/01/1994	2 489,5	3 352,4	5 501,9	-	-	10 480,9	2,0	2,0	2,0	2,0	1,4	2,0
01/01/1995	2 519,5	3 392,9	5 567,8	-	-	10 606,8	1,2	1,2	1,2	1,2	1,7	1,7
01/01/1996	2 582,9	3 622,8	5 967,2	-	-	11 133,0	6,8	7,2	5,0	5,0	1,9	2,0
01/01/1997	2 614,0	3 666,4	6 038,9	-	-	11 266,9	1,2	1,2	1,2	1,2	1,1	1,2
01/01/1998	2 642,9	3 706,8	6 105,2	-	-	11 391,0	1,1	1,1	1,1	1,1	0,6	1,1
01/01/1999	2 674,7	3 802,1	6 269,5	-	-	11 618,9	2,6	2,7	2,0	2,0	0,5	1,2
01/01/2000	2 688,1	3 853,5	6 358,9	-	-	11 735,1	1,4	1,4	1,0	1,0	1,6	0,5
01/01/2001	2 747,3	3 938,2	6 498,6	-	-	11 993,2	2,2	2,2	2,2	2,2	1,6	2,2
01/01/2002	2 807,7	4 024,9	6 641,6	-	-	12 257,0	2,2	2,2	2,2	2,2	1,7	2,2
01/01/2003	2 849,8	4 085,2	6 741,4	-	-	12 441,0	1,5	1,5	1,5	1,5	1,9	1,5
01/01/2004	2 898,3	4 154,7	6 855,8	-	-	12 652,4	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7
01/01/2005	2 956,3	4 237,8	6 992,9	-	-	12 905,4	2,0	2,0	2,0	2,0	1,7	2,0
01/01/2006	3 009,5	4 314,0	7 118,8	-	-	13 137,7	1,8	1,8	1,8	1,8	1,7	1,8
01/01/2007	3 063,6	4 391,7	7 246,9	7 455,3	13 374,2	13 374,2	1,8	1,8	1,8	1,8	1,5	1,8

(1) L'indice des prix avant 1980 est y compris tabac faute de donnée disponible. A noter que jusqu'au début des années 90, l'indice des prix y.c. tabac diffère très peu de l'indice des prix Sources : Enquête Drees sur le minimum vieillesse, Cnav, Insee.

Graphique A1 : Évolutions depuis 1970 des seuils minimum vieillesse, personne seule et couple, des pensions de retraite au régime général, du salaire moyen brut privé et de l'indice des prix hors tabac

Indice évolution : base 100 au 01/01/1970



* L'indice des prix avant 1980 est y compris tabac faute de donnée disponible. À noter que jusqu'au début des années 90, l'indice des prix y.c. tabac diffère très peu de l'indice des prix hors tabac.

** Salaire moyen par tête : rapport des séries des comptes nationaux (Insee) des salaires versés par les branches marchandes (salaires nets + cotisations salariales, hors cotisations patronales) et de l'emploi, tous secteurs institutionnels y compris les entreprises financières.

Sources : Enquête Drees sur le minimum vieillesse, Cnav, Insee.

**III - Tableaux issus de l'enquête réalisée par la DREES
auprès des douze principaux organismes prestataires de
l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse**

Présentation de l'enquête Drees sur le minimum vieillesse

La Drees a mis en place, en collaboration avec les principaux organismes prestataires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse (Régimes de retraite et SASPA), un dispositif statistique de suivi des bénéficiaires des allocations du minimum vieillesse : ASV (L 815-2), allocation spéciale (L 814-1) et majoration de pension (L 814-2) depuis 2006, et ASPA depuis 2007 (L 815-1). À partir de ses fichiers, chaque organisme fournit un ensemble de tableaux standardisés sur les allocataires, établis à la date du 31 décembre. Ces tableaux sont concaténés et exploités par la Drees. Les variables exploitées sont les suivantes : âge, état matrimonial, département de résidence, montant de la prestation versée.

La première exploitation complète a porté sur la situation au 31 décembre 1983 pour l'ASV uniquement.

La population concernée est l'ensemble des allocataires relevant des organismes suivants :

- CNAVTS (caisse métropole)
- Mutualité Sociale Agricole (exploitants et salariés agricoles)
- FSPOEIE, CNRA (Caisse des Dépôts et Consignations)
- SASPA (Caisse des Dépôts et Consignations)
- RSI-commerçants (ex- ORGANIC)
- RSI-artisans (ex-CANCAVA)
- ENIM (marins)
- CAVIMAC (cultes)
- SNCF
- Régime minier (ex-CANSSM géré par la Caisse des Dépôts et Consignations)

Les bénéficiaires retraités d'allocations permettant d'atteindre le seuil du minimum vieillesse (ASPA ou ASV) du Service des pensions de l'État (729 allocations), du régime des professions libérales (197 allocations) ou de quelques régimes spéciaux, tels que EDF-GDF, Banque de France, RATP, sont exclus de l'enquête (environ 1 040; voir tableau A1), ainsi que les allocataires relevant des caisses des départements d'outre-mer (environ 68 830; voir tableau A1).

Ainsi, au 31 décembre 2007, 516 870 bénéficiaires de d'allocations permettant d'atteindre le seuil du minimum vieillesse (ASPA et ASV), âgés de plus de 60 ans, sont dans le champ de l'Enquête Drees, soit 88 % de l'ensemble des allocataires et 99,8 % de l'ensemble des allocataires relevant d'une caisse métropolitaine.

Deux types de tableaux sont présentés ci-après :

- des tableaux de synthèse permettant de décrire la population des bénéficiaires du premier et deuxième étage du minimum selon quelques critères démographiques (âge, sexe, état matrimonial) ou le montant des allocations versées ;
- des tableaux détaillés par caisse ou (et) par département de résidence pour les seuls bénéficiaires de l'allocation supplémentaire

Les données de l'enquête servent aussi à alimenter la Banque de données des minima sociaux (BDMS), outil statistique de suivi des bénéficiaires de minima sociaux, mis en place par la Drees en 1997.

**Tableaux de synthèse
issus de l'enquête réalisée par la Drees**

Caractéristiques socio-démographiques des titulaires des allocations permettant d'atteindre le seuil du minimum vieillesse : ASV et ASPA

Tableau B1 - Âge moyen et répartition par âge, sexe et état matrimonial des titulaires de l'ASV ou de l'ASPA

Situation au 31 décembre 2007

	Isolés			En couple*			Ensemble		
	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble
	%	%	%	%	%	%	%	%	%
60 à 64 ans	22,1	10,8	13,9	14,3	16,6	14,6	18,0	11,2	14,1
65 à 69 ans	20,1	13,2	15,1	25,3	19,4	24,4	22,8	13,6	17,5
70 à 74 ans	18,7	15,0	16,0	22,7	19,8	22,2	20,8	15,3	17,6
75 à 79 ans	16,5	16,1	16,2	17,0	19,0	17,3	16,7	16,3	16,5
80 à 84 ans	12,7	16,8	15,7	13,0	15,2	13,3	12,9	16,7	15,1
85 à 89 ans	6,6	14,2	12,2	5,8	7,4	6,0	6,2	13,8	10,6
90 ans et plus	3,3	13,9	11,1	2,0	2,6	2,1	2,6	13,2	8,7
65 ans et plus	77,9	89,2	86,3	85,8	83,4	85,3	82,0	88,9	86,0
80 ans et plus	22,6	44,9	39,0	20,8	25,2	21,4	21,7	43,7	34,4
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100	100
(Effectifs)	104 001	279 204	383 205	113 359	20 306	133 665	217 360	299 510	516 870
Âge moyen (en années)	72,5	77,9	76,5	72,7	73,4	72,8	72,6	77,6	75,5

NB - Les structures par âge sont ici calculées en éliminant des effectifs les personnes dont l'âge est inconnu. Celles-ci représentent 0,2 % de l'ensemble des allocataires.

* pour les allocataires de l'ASV le couple est défini au regard du statut matrimonial légal exclusivement, c'est-à-dire si les personnes sont mariées. Pour les allocataires de l'ASPA la notion de couple est élargie aux couples pacsés ou vivant en concubinage

Source : Enquête Drees sur le minimum vieillesse

Tableau B2 - Répartition par sexe et état matrimonial des titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse, classés selon l'âge

Situation au 31 décembre 2007

	Isolés			En couple*			Ensemble		
	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble
60 à 64 ans	% 31,6	41,6	73,2	22,2	4,6	26,8	53,8	46,2	100,0
65 à 69 ans	% 23,1	40,8	63,9	31,7	4,4	36,1	54,8	45,2	100,0
70 à 74 ans	% 21,4	46,0	67,4	28,2	4,4	32,6	49,6	50,4	100,0
75 à 79 ans	% 20,1	52,9	73,0	22,5	4,5	27,0	42,6	57,4	100,0
80 à 84 ans	% 17,0	60,2	77,2	18,9	4,0	22,9	35,9	64,1	100,0
85 à 89 ans	% 12,6	72,7	85,3	12,0	2,8	14,8	24,6	75,4	100,0
90 ans et plus	% 7,6	86,3	93,9	4,9	1,2	6,1	12,6	87,4	100,0
Ensemble	% 20,1	54,0	74,1	21,9	3,9	25,8	42,1	57,9	100,0
(Effectifs)	104 001	279 204	383 205	113 359	20 306	133 665	217 360	299 510	516 870
- dont 65 ans et plus	% 18,2	56,1	74,3	21,8	3,8	25,6	40,0	60,0	100,0

NB - Les structures par âge sont ici calculées en éliminant des effectifs les personnes dont l'âge est inconnu. Celles-ci représentent 0,2 % de l'ensemble des allocataires.

* pour les allocataires de l'ASV le couple est défini au regard du statut matrimonial légal exclusivement, c'est-à-dire si les personnes sont mariées. Pour les allocataires de l'ASPA la notion de couple est élargie aux couples pacsés ou vivant en concubinage,

Source : Enquête Drees sur le minimum vieillesse

Tableau B3 - Part des titulaires de l'ASV ou de l'ASPA dans la population totale par âge dans la population totale par âge

Situation au 31 décembre 2007

	Part des allocataires parmi la population totale (en %)		
	Hommes	Femmes	Ensemble
60 à 64 ans	2,4	2,0	2,2
65 à 69 ans	4,2	3,2	3,7
70 à 74 ans	4,1	3,4	3,8
75 à 79 ans	3,9	3,8	3,8
80 à 84 ans	4,5	4,7	4,6
85 à 89 ans	4,3	6,2	5,6
90 ans et plus	5,6	11,6	10,2
Ensemble (60 ans et plus)	3,7	3,9	3,8
- dont 65 ans et plus	4,2	4,4	4,3

Sources : Enquête Drees sur le minimum vieillesse sur le minimum vieillesse et projections démographiques en France métropolitaine de l'INSEE au 1^{er} janvier 2008

Tableau B4 - Comparaison de la part des personnes isolées parmi les titulaires de l'ASV ou de l'ASPA à celle des personnes isolées parmi la population totale, par sexe et âge

Situation au 31 décembre 2007

	Part des allocataires isolés parmi les allocataires de chaque sexe (en %)			Part des personnes isolées parmi la population de chaque sexe (en %)		
	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble
60 à 64 ans	58,7	90,0	73,2	22,1	33,1	27,7
65 à 69 ans	42,2	90,4	64,0	21,1	37,1	29,5
70 à 74 ans	43,1	91,2	67,4	21,8	45,2	34,8
75 à 79 ans	47,2	92,1	73,0	24,1	58,0	44,0
80 à 84 ans	47,4	93,8	77,2	29,0	73,5	57,2
85 à 89 ans	51,2	96,3	85,3	38,4	86,2	70,9
90 ans et plus	60,7	98,7	93,9	69,3	97,3	90,8
Ensemble (60 ans et plus)	47,8	93,2	74,1	24,6	53,1	40,9
- dont 65 ans et plus	45,5	93,6	74,4	25,5	58,4	44,8

Note de lecture : parmi les allocataires de l'ASV ou de l'ASPA de sexe masculin et âgés de 60 à 64 ans, 58,7 % sont isolés (célibataires, veufs ou divorcés). Parmi l'ensemble des hommes du même âge, 22,1 % sont isolés.

Sources : Enquête Drees sur le minimum vieillesse et estimations Drees des situations matrimoniales à partir des estimations matrimoniales Insee au 1er janvier 2007 et des projections de population France métropolitaine de l'Insee au 1er janvier 2008

**Tableau B5 - Âge moyen et structure par sexe et état matrimonial
des titulaires de l'ASV ou de l'ASPA classés selon le régime**

Situation au 31 décembre 2007

	Part des femmes parmi les allocataires (en %)	Part des isolés parmi les allocataires (en %)	Age moyen des allocataires (en années)		
			Hommes	Femmes	Ensemble
Régime général	54,9	71,7	71,6	76,3	74,2
Exploitants agricoles	67,5	82,6	78,6	84,4	82,5
SASPA	68,1	83,7	72,4	75,1	74,2
Salariés agricoles	39,8	58,1	75,0	80,7	77,2
RSI-Commerçants (ex-ORGANIC)	67,5	71,4	76,3	84,2	81,6
RSI-Artisans(ex- CANCAVA)	59,8	68,5	78,9	86,6	84,0
CAVIMAC (Cultes)	83,2	100,0	80,9	83,0	82,6
SNCF	88,3	84,3	69,9	86,4	84,5
ENIM (Marins)	50,5	65,3	76,2	81,0	78,7
CNRACL (Collectivités locales)	73,4	93,1	67,3	77,3	74,7
Régime minier (ex-CANSSM)	64,0	96,9	71,2	81,7	77,9
FSPOEIE (Ouvriers de l'Etat)	89,4	91,1	76,0	85,0	84,1
Ensemble	57,9	74,1	72,6	77,6	75,5

Source : Enquête Drees sur le minimum vieillesse

Montants des allocations vieillesse : ASV et ASPA

Tableau B6a - Répartition des montants trimestriels de l'ASV perçue par les allocataires classés par sexe et état matrimonial

Situation au 31 décembre 2007

Montant trimestriel de l'allocation perçue (en euros)	Isolés (%)			Mariés (%)			Ensemble (%)		
	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble
Non précisé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Moins de 200	14,1	14,9	14,7	6,4	15,0	7,7	10,1	14,9	12,9
200 à moins de 499	21,7	21,9	21,8	11,5	20,1	12,8	16,3	21,7	19,5
500 à moins de 899	24,0	26,1	25,5	19,7	26,3	20,7	21,8	26,1	24,3
900 à moins de 1 098	14,4	14,4	14,4	10,8	16,1	11,6	12,5	14,5	13,7
1098*	25,8	22,7	23,5	51,6	22,5	47,2	39,3	22,7	29,6
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
(Effectifs)	95 936	266 687	362 623	105 605	18 770	124 375	201 541	285 457	486 998
Montant moyen	690	670	675	861	676	833	780	670	716
Montant médian	750	750	750	1098	750	1049	950	750	850

NB - Les structures par montant d'allocation sont ici calculées en éliminant des effectifs les personnes dont le montant est inconnu. Celles-ci représentent 0,01 % de l'ensemble des allocataires.

* 1 098 euros par trimestre correspond au montant maximum ("taux plein") que peut percevoir une personne isolée ou une personne d'un couple ne bénéficiant que d'une seule allocation.

Source : Enquête Drees sur le minimum vieillesse

Tableau B6b – Répartition des montants trimestriels de l'ASPA perçue par les allocataires classés par sexe et 'état matrimonial'

Situation au 31 décembre 2007

Montant trimestriel de l'allocation perçue (en euros)	Isolés (%)			En couple* (%)			Ensemble (%)		
	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble
Non précisé	0,0	0,0	0,0				0,0	0,0	0,0
Moins de 200	11,5	13,2	12,5	5,0	9,9	5,8	8,3	12,8	10,4
200 à moins de 500	14,9	15,8	15,4	9,4	13,9	10,2	12,2	15,6	13,8
500 à moins de 700	14,1	16,0	15,2	13,3	10,5	12,8	13,7	15,4	14,5
700 à moins de 1 100	15,5	13,9	14,5	11,6	8,9	11,2	13,6	13,4	13,5
1 100 à moins de 1 400	13,4	11,5	12,3	11,5	8,8	11,1	12,5	11,2	11,9
1 400 à moins de 1 800	8,4	7,3	7,7	8,8	12,8	9,4	8,6	7,9	8,3
1 800 à moins de 1 864	11,6	8,9	9,9	9,7	7,8	9,4	10,7	8,7	9,8
1864**	10,5	13,5	12,3	30,7	27,4	30,2	20,4	15,0	17,9
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
(Effectifs)	8 065	12 517	20 582	7 754	1 536	9 290	15 819	14 053	29 872
Montant moyen	997	963	977	1251	1150	1235	1122	984	1057
Montant médian	950	950	950	1350	1350	1350	1150	950	1050

NB - Les structures par montant d'allocation sont ici calculées en éliminant des effectifs les personnes dont le montant est inconnu. Celles-ci représentent 0,02 % de l'ensemble des allocataires.

* Pour les allocataires de l'ASPA la notion de couple est élargie aux couples pacsés ou vivant en concubinage

** 1 864 euros par trimestre correspond au montant maximum ("taux plein") que peut percevoir une personne isolée ou une personne d'un couple ne bénéficiant que d'une seule allocation.

Source : Enquête Drees sur le minimum vieillesse

Tableau B7 - Proportion d'allocataires percevant l'ASV ou l'ASPA à taux plein* selon le régime

Situation au 31 décembre 2007

	Ensemble des allocataires	dont allocataires isolés		
		Hommes	Femmes	Ensemble
	Part de taux plein (en %)			
Régime général	25,9	20,0	15,3	16,6
Exploitants agricoles	7,4	9,1	6,6	7,2
SASPA	62,3	58,9	67,3	65,2
Salariés agricoles	33,7	24,0	18,0	20,4
RSI-Commerçants (ex-ORGANIC)	30,9	44,5	28,0	31,0
'RSI-Artisans(ex- CANCAVA)	15,2	20,4	8,6	11,1
CAVIMAC (Cultes)	4,5	2,7	4,9	4,5
SNCF	3,6	18,8	1,4	3,5
ENIM (Marins)	16,9	30,9	9,7	14,5
CNRACL (Collectivités locales)	6,6	12,1	3,9	5,7
Régime minier (ex-CANSSM)	12,7	23,3	6,2	12,0
FSPOEIE (Ouvriers de l'Etat)	3,3	0,0	3,8	3,6
Ensemble	28,9	24,6	22,3	22,9

* taux plein signifie montant maximum de l'allocation (ASV ou ASPA) que peut percevoir une personne isolée ou une personne d'un couple ne bénéficiant que d'une seule allocation.

Source : Enquête Drees sur le minimum vieillesse

Caractéristiques socio-démographiques des bénéficiaires et montants des allocations de premier étage du minimum vieillesse (majoration L 814-2 ou allocation spéciale L814-1 uniquement)

Tableau B8 - Répartition par âge, sexe des titulaires des allocations de 1er étage du minimum vieillesse L814-2 ou L814-1

Situation au 31 décembre 2007

	Ensemble		
	Hommes	Femmes	Ensemble
	%	%	%
60 à 64 ans	4,8	5,6	5,2
65 à 69 ans	20,0	19,6	19,8
70 à 74 ans	30,9	29,4	30,1
75 à 79 ans	23,9	22,6	23,3
80 à 84 ans	13,1	12,7	12,9
85 à 89 ans	5,1	6,3	5,8
90 ans et plus	2,1	3,7	3,0
65 ans et plus	95,1	94,3	94,9
80 ans et plus	20,3	22,7	21,7
Ensemble	100,0	100,0	100,0
(Effectifs)	202 996	224 777	427 773
Âge moyen (en années)	74,3	74,7	74,5

N.B. - Les structures par âge sont ici calculées en éliminant des effectifs les personnes dont l'âge est inconnu. Celles-ci représentent 0,1 % de l'ensemble des allocataires.

Source : Enquête Drees sur le minimum vieillesse

Tableau B9 - Répartition par sexe des titulaires des allocations de 1er étage du minimum vieillesse L814-2 ou L814-1, classés selon l'âge dans la population totale par âge

Situation au 31 décembre 2007

		Ensemble		
		Hommes	Femmes	Ensemble
60 à 64 ans	%	43,8	56,2	100,0
65 à 69 ans	%	48,0	52,0	100,0
70 à 74 ans	%	48,8	51,2	100,0
75 à 79 ans	%	48,9	51,1	100,0
80 à 84 ans	%	48,3	51,7	100,0
85 à 89 ans	%	42,3	57,7	100,0
90 ans et plus	%	33,8	66,2	100,0
Ensemble	%	47,5	52,5	100,0
(Effectifs)		202 996	224 777	427 773

N.B. - Les structures par âge sont ici calculées en éliminant des effectifs les personnes dont l'âge est inconnu. Celles-ci représentent 0,1 % de l'ensemble des allocataires.

Source : Enquête Drees sur le minimum vieillesse

Tableau B10 - Structure par sexe et critère de résidence des titulaires des allocations de 1er étage du minimum vieillesse L814-2 ou L814-1, classés selon le régime

Situation au 31 décembre 2007

	Part des femmes parmi les allocataires (en %)	Part des non-résidents parmi les allocataires (en %)	Age moyen des allocataires (en années)		
			Hommes	Femmes	Ensemble
Régime général	49,8	80,8	74,4	74,2	74,3
Exploitants agricoles	70,0	2,0	74,0	76,2	75,6
SASPA	68,7	0,0	73,0	75,6	74,8
Salariés agricoles	53,4	72,5	74,8	76,8	75,8
RSI-Commerçants (ex-ORGANIC)	57,9	7,8	73,7	79,5	77,0
RSI-Artisans(ex- CANCAVA)	71,3	2,1	76,6	84,6	82,3
CAVIMAC (Cultes)	89,3	7,4	78,7	80,1	79,9
SNCF	66,7	0,0	86,0	92,0	90,0
ENIM (Marins)	39,8	2,0	75,3	81,0	77,6
CNRACL (Collectivités locales)	-	-	-	-	-
Régime minier (ex-CANSSM)	24,9	99,4	74,1	77,3	74,9
FSPOEIE (Ouvriers de l'Etat)	-	-	-	-	-
Ensemble	52,5	67,2	74,3	74,7	74,5

Source : Enquête Drees sur le minimum vieillesse

**Tableau B11 - Répartition des montants trimestriels des allocations de 1er étage du minimum
vieillesse L814-2 ou L814-1 perçues par les allocataires classés par sexe**

Situation au 31 décembre 2007

Montant trimestriel de l'allocation perçue (en euros)	Ensemble (%)		
	Hommes	Femmes	Ensemble
Non précisé	0,0	0,0	0,0
moins de 100	6,3	4,3	5,2
100 à moins de 199	7,9	5,5	6,7
200 à moins de 299	10,0	6,3	8,0
300 à moins de 399	12,7	7,3	9,8
400 à moins de 499	15,0	7,8	11,2
500 à moins de 599	14,7	8,5	11,4
600 à moins de 699	16,8	21,8	19,4
700 à moins de 766	5,7	18,8	12,6
Taux plein : 766	11,0	19,7	15,6
Total	100,0	100,0	100,0
<i>Effectifs</i>	<i>202 996</i>	<i>224 777</i>	<i>427 773</i>
Montant moyen	468	564	518
Montant médian	450	650	550

Source : Enquête Drees sur le minimum vieillesse

**Tableaux détaillés
issus de l'enquête réalisée par la DREES**

Tableau C1 - Nombre de titulaires de l'ASV ou de l'ASPA au 31 décembre 2007 par régime, âge et sexe

Ensemble des allocataires

AGE	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Exploitants	SASV	CNRACL	FSPOEIE	RSI-Com- merçants	RSI- Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Non ventilables	38	0	0	0	0	0	4	965	0	0	6	0	1 013
Moins de 65 ans	58 577	2 045	1 603	9 561	70	1	369	194	43	40	39	14	72 556
De 65 à 69 ans	69 567	3 216	2 262	13 152	47	7	839	285	26	108	138	511	90 158
De 70 à 74 ans	64 597	3 663	4 674	14 757	46	14	1 212	540	17	207	77	969	90 773
De 75 à 79 ans	55 321	4 283	8 157	12 714	49	12	1 541	1 047	40	265	110	1 414	84 953
De 80 à 84 ans	46 831	5 098	10 597	9 312	45	22	1 812	1 459	77	217	141	2 145	77 756
De 85 à 89 ans	30 997	3 083	9 213	5 647	30	32	1 723	1 548	109	145	112	1 927	54 566
De 90 à 94 ans	14 162	1 249	5 618	2 380	20	22	1 123	1 073	63	73	39	1 145	26 967
95 ans et plus	8 802	620	4 778	1 195	13	13	1 041	904	103	45	24	590	18 128
Total	348 892	23 257	46 902	68 718	320	123	9 664	8 015	478	1 100	686	8 715	516 870
Âge moyen	74,2	77,2	82,5	74,2	74,7	84,1	81,6	84,0	84,5	78,7	77,9	82,6	75,5

Allocataires femmes

AGE	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Exploitants	SASV	CNRACL	FSPOEIE	RSI-Com- merçants	RSI- Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Non ventilables	30	0	0	0	0	0	4	150	0	0	4	0	188
Moins de 65 ans	26 771	410	604	5 550	34	1	107	21	15	15	14	12	33 554
De 65 à 69 ans	29 638	596	1 062	8 584	24	3	306	69	16	31	26	399	40 754
De 70 à 74 ans	30 929	1 113	2 373	9 609	33	11	593	199	16	79	34	800	45 789
De 75 à 79 ans	30 699	1 777	4 700	8 699	44	11	923	532	35	127	81	1 128	48 756
De 80 à 84 ans	29 632	2 240	6 776	6 905	40	20	1 303	952	75	114	114	1 704	49 875
De 85 à 89 ans	23 439	1 706	7 076	4 410	27	30	1 374	1 169	101	99	105	1 630	41 166
De 90 à 94 ans	12 116	910	4 759	1 970	20	21	952	903	61	54	37	1 026	22 829
95 ans et plus	8 195	507	4 312	1 080	13	13	965	797	103	37	24	553	16 599
Total	191 449	9 259	31 662	46 807	235	110	6 527	4 792	422	556	439	7 252	299 510
Âge moyen	76,3	80,7	84,4	75,1	77,3	85,0	84,2	86,6	86,4	81,0	81,7	83,0	77,6

Allocataires hommes

AGE	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Exploitants	SASV	CNRACL	FSPOEIE	RSI-Com- merçants	RSI- Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Non ventilables	8	0	0	0	0	0	0	815	0	0	2	0	825
Moins de 65 ans	31 806	1 635	999	4 011	36	0	262	173	28	25	25	2	39 002
De 65 à 69 ans	39 929	2 620	1 200	4 568	23	4	533	216	10	77	112	112	49 404
De 70 à 74 ans	33 668	2 550	2 301	5 148	13	3	619	341	1	128	43	169	44 984
De 75 à 79 ans	24 622	2 506	3 457	4 015	5	1	618	515	5	138	29	286	36 197
De 80 à 84 ans	17 199	2 858	3 821	2 407	5	2	509	507	2	103	27	441	27 881
De 85 à 89 ans	7 558	1 377	2 137	1 237	3	2	349	379	8	46	7	297	13 400
De 90 à 94 ans	2 046	339	859	410	0	1	171	170	2	19	2	119	4 138
95 ans et plus	607	113	466	115	0	0	76	107	0	8	0	37	1 529
Total	157 443	13 998	15 240	21 911	85	13	3 137	3 223	56	544	247	1 463	217 360
Âge moyen	71,6	75,0	78,6	72,4	67,3	76,0	76,3	78,9	69,9	76,2	71,2	80,9	72,6

Tableau C2 - Nombre de titulaires de l'ASV ou de l'ASPA au 31 décembre 2007 par régime, âge, état matrimonial et sexe

Ensemble des allocataires mariés

AGE	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Exploitants	SASPA	CNRACL	FSPOEIE	RSI-Com- merçants	RSI- Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Non ventilables	31	0	0	0	0	0	2	540	0	0	0	0	573
Moins de 65 ans	16 923	966	265	1 000	7	0	166	112	0	14	3	0	19 456
De 65 à 69 ans	27 062	1 866	372	2 509	5	3	477	157	0	41	8	0	32 500
De 70 à 74 ans	22 802	1 689	990	3 125	1	1	620	266	2	97	8	0	29 601
De 75 à 79 ans	15 691	1 790	2 005	2 332	4	1	584	462	6	101	1	0	22 977
De 80 à 84 ans	10 717	2 254	2 352	1 332	4	1	509	485	25	78	1	0	17 758
De 85 à 89 ans	4 300	940	1 436	688	1	2	281	334	26	36	0	0	8 044
De 90 à 94 ans	1 011	193	514	192	0	2	95	121	7	14	0	0	2 149
95 ans et plus	224	54	204	42	0	1	27	45	9	1	0	0	607
Total	98 761	9 752	8 138	11 220	22	11	2 761	2 522	75	382	21	0	133 665
Âge moyen	71,6	75,2	80,1	73,5	71,0	80,1	75,9	78,9	86,0	76,6	69,1		72,8

Allocataires mariées femmes

AGE	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Exploitants	SASPA	CNRACL	FSPOEIE	RSI-Com- merçants	RSI- Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Non ventilables	23	0	0	0	0	0	2	14	0	0	0	0	39
Moins de 65 ans	2 736	71	60	458	1	0	31	5	0	0	0	0	3 362
De 65 à 69 ans	2 377	105	130	1 184	0	0	116	18	0	0	0	0	3 930
De 70 à 74 ans	2 044	183	472	1 055	1	1	195	54	2	0	0	0	4 007
De 75 à 79 ans	1 627	276	982	668	0	1	194	99	6	0	0	0	3 853
De 80 à 84 ans	1 198	278	899	344	1	0	189	145	24	0	1	0	3 079
De 85 à 89 ans	595	132	419	158	0	0	102	82	21	0	0	0	1 509
De 90 à 94 ans	164	28	85	37	0	1	27	26	5	0	0	0	373
95 ans et plus	68	16	36	6	0	1	13	5	9	0	0	0	154
Total	10 832	1 089	3 083	3 910	3	4	869	448	67	0	1	0	20 306
Âge moyen	71,4	77,3	79,0	71,8	72,7	84,5	77,1	80,5	85,8		80		73,4

Allocataires mariés hommes

AGE	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Exploitants	SASPA	CNRACL	FSPOEIE	RSI-Com- merçants	RSI- Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Non ventilables	8	0	0	0	0	0	0	526	0	0	0	0	534
Moins de 65 ans	14 187	895	205	542	6	0	135	107	0	14	3	0	16 094
De 65 à 69 ans	24 685	1 761	242	1 325	5	3	361	139	0	41	8	0	28 570
De 70 à 74 ans	20 758	1 506	518	2 070	0	0	425	212	0	97	8	0	25 594
De 75 à 79 ans	14 064	1 514	1 023	1 664	4	0	390	363	0	101	1	0	19 124
De 80 à 84 ans	9 519	1 976	1 453	988	3	1	320	340	1	78	0	0	14 679
De 85 à 89 ans	3 705	808	1 017	530	1	2	179	252	5	36	0	0	6 535
De 90 à 94 ans	847	165	429	155	0	1	68	95	2	14	0	0	1 776
95 ans et plus	156	38	168	36	0	0	14	40	0	1	0	0	453
Total	87 929	8 663	5 055	7 310	19	7	1 892	2 074	8	382	20	0	113 359
Âge moyen	71,6	75,0	80,8	74,4	70,7	77,6	75,3	78,5	87,6	76,6	68,6		72,7

Tableau C2 (fin) - Nombre de titulaires de l'ASV ou de l'ASPA au 31 décembre 2007 par régime, âge, état matrimonial et sexe

Ensemble des allocataires isolés

AGE	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Exploitants	SASPA	CNRACL	FSPOEIE	RSI-Com- merçants	RSI- Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Non ventilables	7	0	0	0	0	0	2	425	0	0	6	0	440
Moins de 65 ans	41 654	1 079	1 338	8 561	63	1	203	82	43	26	36	14	53 100
De 65 à 69 ans	42 505	1 350	1 890	10 643	42	4	362	128	26	67	130	511	57 658
De 70 à 74 ans	41 795	1 974	3 684	11 632	45	13	592	274	15	110	69	969	61 172
De 75 à 79 ans	39 630	2 493	6 152	10 382	45	11	957	585	34	164	109	1 414	61 976
De 80 à 84 ans	36 114	2 844	8 245	7 980	41	21	1 303	974	52	139	140	2 145	59 998
De 85 à 89 ans	26 697	2 143	7 777	4 959	29	30	1 442	1 214	83	109	112	1 927	46 522
De 90 à 94 ans	13 151	1 056	5 104	2 188	20	20	1 028	952	56	59	39	1 145	24 818
95 ans et plus	8 578	566	4 574	1 153	13	12	1 014	859	94	44	24	590	17 521
Total	250 131	13 505	38 764	57 498	298	112	6 903	5 493	403	718	665	8 715	383 205
Âge moyen	75,2	78,7	83,0	74,4	75,0	84,5	83,9	85,9	84,2	79,8	78,2	82,6	76,5

Allocataires isolées femmes

AGE	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Exploitants	SASPA	CNRACL	FSPOEIE	RSI-Com- merçants	RSI- Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Non ventilables	7	0	0	0	0	0	2	136	0	0	4	0	149
Moins de 65 ans	24 035	339	544	5 092	33	1	76	16	15	15	14	12	30 192
De 65 à 69 ans	27 261	491	932	7 400	24	3	190	51	16	31	26	399	36 824
De 70 à 74 ans	28 885	930	1 901	8 554	32	10	398	145	14	79	34	800	41 782
De 75 à 79 ans	29 072	1 501	3 718	8 031	44	10	729	433	29	127	81	1 128	44 903
De 80 à 84 ans	28 434	1 962	5 877	6 561	39	20	1 114	807	51	114	113	1 704	46 796
De 85 à 89 ans	22 844	1 574	6 657	4 252	27	30	1 272	1 087	80	99	105	1 630	39 657
De 90 à 94 ans	11 952	882	4 674	1 933	20	20	925	877	56	54	37	1 026	22 456
95 ans et plus	8 127	491	4 276	1 074	13	12	952	792	94	37	24	553	16 445
Total	180 617	8 170	28 579	42 897	232	106	5 658	4 344	355	556	438	7 252	279 204
Âge moyen	76,6	81,2	85,0	75,4	77,4	85,0	85,3	87,2	86,5	81,0	81,7	83,0	77,9

Allocataires isolés hommes

AGE	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Exploitants	SASPA	CNRACL	FSPOEIE	RSI-Com- merçants	RSI- Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Non ventilables	0	0	0	0	0	0	0	289	0	0	2	0	291
Moins de 65 ans	17 619	740	794	3 469	30	0	127	66	28	11	22	2	22 908
De 65 à 69 ans	15 244	859	958	3 243	18	1	172	77	10	36	104	112	20 834
De 70 à 74 ans	12 910	1 044	1 783	3 078	13	3	194	129	1	31	35	169	19 390
De 75 à 79 ans	10 558	992	2 434	2 351	1	1	228	152	5	37	28	286	17 073
De 80 à 84 ans	7 680	882	2 368	1 419	2	1	189	167	1	25	27	441	13 202
De 85 à 89 ans	3 853	569	1 120	707	2	0	170	127	3	10	7	297	6 865
De 90 à 94 ans	1 199	174	430	255	0	0	103	75	0	5	2	119	2 362
95 ans et plus	451	75	298	79	0	0	62	67	0	7	0	37	1 076
Total	69 514	5 335	10 185	14 601	66	6	1 245	1 149	48	162	227	1 463	104 001
Âge moyen	71,4	74,9	77,5	71,4	66,4	74,2	77,7	79,6	67,0	75,5	71,4	80,9	72,5

Tableau C3 - Nombre de titulaires de l'ASV ou de l'ASPA au 31 décembre 2007 selon le régime, le département et la région de résidence

DOM, Etrangers et non ventilés ⁽¹⁾

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Exploitants	SASP	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commerçants	RSI-Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Non ventilés	0	0	0	7	0	0	2	0	0	0	10	1	20
DOM	893	9	18	7 497	19	4	211	173	0	611	1	122	9 558
Etranger	12 485	2 677	22	0	0	0	8	5	1	1	0	1	15 200
Ensemble	13 378	2 686	40	7 504	19	4	221	178	1	612	11	124	24 778

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Exploitants	SASP	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commerçants	RSI-Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Paris (75)	15 725	34	16	3 571	7	2	339	127	2	5	4	350	20 182
Seine et Marne (77)	3 478	107	39	1 446	3	2	90	34	10	0	3	74	5 286
Yvelines (78)	3 124	54	35	1 160	1	1	80	26	5	1	2	43	4 532
Essonne (91)	3 342	46	18	1 354	4	0	106	22	6	1	1	131	5 031
Hauts de Seine (92)	5 651	26	21	1 819	6	0	101	38	3	3	2	64	7 734
Seine Saint Denis (93)	8 206	42	6	2 999	9	1	134	46	1	2	4	9	11 459
Val de Marne (94)	5 696	21	21	1 957	5	2	122	36	6	4	2	187	8 059
Val d'Oise (95)	3 969	44	19	2 222	7	0	87	26	2	3	8	57	6 444
Ensemble	49 191	374	175	16 528	42	8	1 059	355	35	19	26	915	68 727

21 - CHAMPAGNE-ARDENNE

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Exploitants	SASP	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commerçants	RSI-Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Ardennes (08)	1 359	68	80	181	1	0	33	30	8	0	1	7	1 768
Aube (10)	1 271	57	71	310	2	0	16	19	2	0	2	66	1 816
Marne (51)	2 157	100	69	380	1	1	67	30	9	0	0	67	2 881
Haute Marne (52)	907	41	157	131	1	0	20	36	6	0	0	19	1 318
Ensemble	5 694	266	377	1 002	5	1	136	115	25	0	3	159	7 783

(1) Les 15 162 allocataires de la CNAVTS et de la MSA relèvent bien d'une caisse de métropole bien qu'ils résident dans les DOM. C'est en effet la caisse qui a effectué la liquidation qui verse la pension et les allocations. En cas de changement de résidence, sauf si le retraité demande à changer de caisse, c'est la caisse qui a effectué la liquidation qui continuera les versements. Ces effectifs ne tiennent donc pas compte des allocataires qui perçoivent une allocation des caisses générales de sécurité sociale (CGSS) des départements d'outremer : 68 826 (allocataires salariés du régime général et salariés agricoles, qui sont pris en charge par les CGSS dans les DOM) (Cf. Tableau A1, pour les effectifs complets par caisse "verseuse").

Tableau C3 (suite) - Nombre de titulaires de l'ASV ou de l'ASPA au 31 décembre 2007 selon le régime, le département et la région de résidence

22 - PICARDIE

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Exploitants	SASPA	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commerçants	RSI-Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Aisne (02)	2 483	215	104	480	4	2	55	47	9	0	2	14	3 415
Oise (60)	2 891	187	67	659	1	1	78	26	3	1	0	40	3 954
Somme (80)	2 950	208	186	501	3	0	129	57	6	1	1	12	4 054
Ensemble	8 324	610	357	1 640	8	3	262	130	18	2	3	66	11 423

23 - HAUTE-NORMANDIE

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Exploitants	SASPA	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commerçants	RSI-Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Eure (27)	1 847	161	100	359	2	1	45	24	1	0	0	26	2 566
Seine Maritime (76)	5 570	206	222	934	4	0	123	70	11	11	1	70	7 222
Ensemble	7 417	367	322	1 293	6	1	168	94	12	11	1	96	9 788

24 - CENTRE

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Exploitants	SASPA	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commerçants	RSI-Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Cher (18)	1 619	165	233	421	0	1	57	20	1	0	0	20	2 537
Eure et Loir (28)	1 291	70	69	362	1	1	20	22	2	0	2	48	1 888
Indre (36)	1 313	173	522	206	1	0	52	76	2	0	0	33	2 378
Indre et Loire (37)	2 315	224	230	467	1	1	80	64	8	0	0	87	3 477
Loire et Cher (41)	1 189	129	172	232	1	1	49	30	0	0	0	18	1 821
Loiret (45)	2 301	157	109	538	1	2	77	35	0	0	1	19	3 240
Ensemble	10 028	918	1 335	2 226	5	6	335	247	13	0	3	225	15 341

Tableau C3 (suite) - Nombre de titulaires de l'ASV ou de l'ASPA au 31 décembre 2007 selon le régime, le département et la région de résidence

25 - BASSE-NORMANDIE

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Exploitants	SASPA	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commerçants	RSI-Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Clavados (14)	2 853	233	291	536	1	0	59	49	4	4	3	162	4 195
Manche (50)	2 136	255	664	419	4	3	51	89	3	16	0	91	3 731
Ome (61)	1 554	171	246	290	0	0	28	39	1	0	1	96	2 426
Ensemble	6 543	659	1 201	1 245	5	3	138	177	8	20	4	349	10 352

26 - BOURGOGNE

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Exploitants	SASPA	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commerçants	RSI-Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Côte d'Or (21)	2 194	95	157	336	1	0	60	46	8	1	0	25	2 923
Nièvre (58)	1 223	156	187	234	3	2	38	47	3	0	2	26	1 921
Saône et Loire (71)	3 019	147	601	478	1	2	79	88	13	0	6	94	4 528
Yonne (89)	1 569	128	134	335	7	0	35	41	3	0	0	33	2 285
Ensemble	8 005	526	1 079	1 383	12	4	212	222	27	1	8	178	11 657

31 - NORD - PAS-DE-CALAIS

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Exploitants	SASPA	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commerçants	RSI-Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Nord (59)	13 149	200	353	1 789	4	2	396	136	9	7	146	155	16 346
Pas de Calais (62)	6 460	264	524	1 095	9	0	258	190	14	16	187	105	9 122
Ensemble	19 609	464	877	2 884	13	2	654	326	23	23	333	260	25 468

Tableau C3 (suite) - Nombre de titulaires de l'ASV ou de l'ASPA au 31 décembre 2007 selon le régime, le département et la région de résidence

41 - LORRAINE

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Exploitants	SASPA	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commerçants	RSI-Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Meurthe et Moselle (54)	2 937	35	126	531	1	0	87	29	8	0	10	84	3 848
Meuse (55)	802	61	137	125	0	0	29	16	2	0	1	12	1 185
Moselle (57)	3 925	68	258	664	2	3	83	27	3	0	91	71	5 195
Vosges (88)	1 595	28	180	293	2	1	51	41	0	0	2	79	2 272
Ensemble	9 259	192	701	1 613	5	4	250	113	13	0	104	246	12 500

42 - ALSACE

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Exploitants	SASPA	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commerçants	RSI-Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Bas Rhin (67)	3 789	75	399	1 022	4	1	73	28	3	0	1	92	5 487
Haut Rhin (68)	2 930	53	123	600	4	1	33	15	1	1	4	53	3 818
Ensemble	6 719	128	522	1 622	8	2	106	43	4	1	5	145	9 305

43 - FRANCHE-COMTE

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Exploitants	SASPA	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commerçants	RSI-Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Doubs (25)	2 060	34	199	371	1	0	47	37	1	0	0	162	2 912
Jura (39)	1 347	33	268	178	0	0	46	61	5	0	0	53	1 991
Haute Saône (70)	1 207	25	276	231	1	1	56	47	4	0	0	31	1 879
Territoire de Belfort (90)	665	5	23	84	1	0	8	5	2	0	0	10	803
Ensemble	5 279	97	766	864	3	1	157	150	12	0	0	256	7 585

Tableau C3 (suite) - Nombre de titulaires de l'ASV ou de l'ASPA au 31 décembre 2007 selon le régime, le département et la région de résidence

52 - PAYS-DE-LA-LOIRE

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Exploitants	SASPA	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commerçants	RSI-Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Loire Atlantique (44)	4 409	194	771	828	4	0	144	168	8	3	2	238	6 769
Maine et Loire (49)	2 797	262	682	629	4	0	81	122	2	0	3	318	4 900
Mayenne (53)	1 044	129	449	259	1	0	59	88	3	0	0	112	2 144
Sarthe (72)	1 986	236	318	600	0	0	67	66	6	2	0	93	3 374
Vendée (85)	2 547	139	894	380	4	2	123	191	3	4	0	366	4 653
Ensemble	12 783	960	3 114	2 696	13	2	474	635	22	9	5	1 127	21 840

53 - BRETAGNE

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Exploitants	SASPA	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commerçants	RSI-Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Côtes d'Armor (22)	2 727	269	1 439	535	2	0	125	255	3	68	1	107	5 531
Finistère (29)	3 425	164	1 392	636	5	5	151	237	2	44	1	72	6 134
Ille et Vilaine (35)	3 115	324	895	797	4	2	125	224	8	11	0	489	5 994
Morbihan (56)	3 136	290	1 248	516	1	7	152	173	4	22	0	353	5 902
Ensemble	12 403	1 047	4 974	2 484	12	14	553	889	17	145	2	1 021	23 561

54 - POITOU-CHARENTES

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Exploitants	SASPA	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commerçants	RSI-Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Charente (16)	2 000	327	664	358	3	1	121	157	2	0	0	40	3 673
Charente Maritime (17)	3 127	280	572	456	2	1	124	178	12	22	0	39	4 813
Deux Sèvres (79)	1 625	210	921	304	2	0	88	158	2	2	0	43	3 355
Vienne (86)	1 862	392	563	389	3	2	82	154	2	0	1	78	3 528
Ensemble	8 614	1 209	2 720	1 507	10	4	415	647	18	24	1	200	15 369

Tableau C3 (suite) - Nombre de titulaires de l'ASV ou de l'ASPA au 31 décembre 2007 selon le régime, le département et la région de résidence

72 - AQUITAINE

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Exploitants	SASPA	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commerçants	RSI-Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Dordogne (24)	2 957	497	1 410	644	2	3	95	182	15	0	0	40	5 845
Gironde (33)	7 869	780	591	1 530	7	4	307	206	9	8	2	66	11 379
Landes (40)	2 030	348	1 032	291	1	0	77	99	8	1	0	77	3 964
Lot et Garonne (47)	2 676	436	790	348	2	0	94	142	3	2	2	36	4 531
Pyrénées Atlantiques (64)	4 027	198	1 230	548	5	0	162	146	4	7	0	369	6 696
Ensemble	19 559	2 259	5 053	3 361	17	7	735	775	39	18	4	588	32 415

73 - MIDI-PYRENEES

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Exploitants	SASPA	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commerçants	RSI-Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Ariège (09)	1 280	135	609	130	0	0	47	37	1	0	2	31	2 272
Aveyron (12)	2 056	211	1 758	253	3	0	94	218	3	0	7	234	4 837
Haute Garonne (31)	7 050	444	874	1 300	5	3	190	108	8	3	5	111	10 101
Gers (32)	1 623	328	1 154	182	0	0	62	94	3	0	1	37	3 484
Lot (46)	1 259	89	808	142	1	0	52	62	3	0	0	26	2 442
Hautes Pyrénées (65)	1 964	95	645	247	0	6	77	59	2	0	3	116	3 214
Tarn (81)	2 501	254	1 004	368	0	0	61	104	6	1	11	158	4 468
Tarn et Garonne (82)	1 858	414	703	293	1	0	80	58	4	0	0	31	3 442
Ensemble	19 591	1 970	7 555	2 915	10	9	663	740	30	4	29	744	34 260

74 - LIMOUSIN

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Exploitants	SASPA	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commerçants	RSI-Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Corrèze (19)	1 514	135	1 141	220	2	1	80	119	6	0	1	16	3 235
Creuse (23)	1 067	186	1 172	150	1	0	57	147	6	0	2	3	2 791
Haute Vienne (87)	2 256	367	956	420	3	0	84	170	8	0	0	40	4 304
Ensemble	4 837	688	3 269	790	6	1	221	436	20	0	3	59	10 330

Tableau C3 (suite) - Nombre de titulaires de l'ASV ou de l'ASPA au 31 décembre 2007 selon le régime, le département et la région de résidence

82 - RHONE-ALPES

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Exploitants	SASPA	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commerçants	RSI-Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Ain (01)	1 872	70	406	384	2	1	56	24	3	0	0	24	2 842
Ardèche (07)	1 833	140	1 055	323	2	0	65	41	5	0	5	122	3 591
Drôme (26)	2 693	180	488	408	0	2	68	39	4	0	2	77	3 961
Isère (38)	5 249	71	454	715	5	0	86	54	5	0	4	150	6 793
Loire (42)	4 064	92	508	487	2	7	90	70	2	0	22	46	5 390
Rhône (69)	9 152	109	206	1 475	9	0	123	57	3	1	2	269	11 406
Savoie (73)	1 663	29	354	248	2	0	33	17	3	0	1	107	2 457
Haute Savoie (74)	2 092	28	197	281	0	0	48	24	1	0	1	88	2 760
Ensemble	28 618	719	3 668	4 321	22	10	569	326	26	1	37	883	39 200

83 - AUVERGNE

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Exploitants	SASPA	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commerçants	RSI-Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Allier (03)	2 524	282	537	469	1	0	101	87	14	0	4	54	4 073
Cantal (15)	1 023	211	732	193	1	0	73	73	1	0	2	33	2 342
Haute Loire (43)	1 364	39	578	228	2	0	58	70	8	0	0	58	2 405
Puy de Dôme (63)	3 591	144	959	386	4	1	108	112	9	0	5	68	5 387
Ensemble	8 502	676	2 806	1 276	8	1	340	342	32	0	11	213	14 207

91 - LANGUEDOC-ROUSSILLON

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Exploitants	SASPA	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commerçants	RSI-Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Aude (11)	3 072	650	517	386	5	1	120	64	5	2	4	77	4 903
Gard (30)	5 507	1 162	435	641	9	3	134	72	13	8	34	35	8 053
Hérault (34)	8 776	1 057	595	1 092	7	0	247	103	13	41	7	129	12 067
Lozère (48)	529	69	557	156	0	0	22	14	3	0	2	32	1 384
Pyrénées orientales (66)	5 111	521	416	482	7	2	123	95	5	8	4	14	6 788
Ensemble	22 995	3 459	2 520	2 757	28	6	646	348	39	59	51	287	33 195

Tableau C3 (fin) - Nombre de titulaires de l'ASV ou de l'ASPA au 31 décembre 2007 selon le régime, le département et la région de résidence

93 - PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Exploitants	SASPA	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commerçants	RSI-Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Alpes de Haute Provence (04)	1 380	70	193	138	0	0	30	25	1	0	1	52	1 890
Hautes Alpes (05)	812	24	348	85	1	0	25	19	2	0	0	26	1 342
Alpes Maritimes (06)	13 554	189	155	1 279	7	2	327	149	9	9	2	73	15 755
Bouche du Rhône (13)	23 751	725	290	3 017	19	8	448	161	20	89	21	234	28 783
Var (83)	10 565	549	209	805	8	11	208	142	2	16	12	112	12 639
Vaucluse (84)	4 877	702	370	437	9	1	90	56	6	0	4	66	6 618
Ensemble	54 939	2 259	1 565	5 761	44	22	1 128	552	40	114	40	563	67 027

94 - CORSE

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Exploitants	SASPA	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commerçants	RSI-Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Corse (20)	6 605	724	1 906	1 046	19	8	222	175	4	37	2	11	10 759

=====

ENSEMBLE	348 892	23 257	46 902	68 718	320	123	9 664	8 015	478	1 100	686	8 715	516 870
-----------------	----------------	---------------	---------------	---------------	------------	------------	--------------	--------------	------------	--------------	------------	--------------	----------------

=====

Tableau C4 - Structure par sexe et état matrimonial des titulaires de l'ASV ou de l'ASPA au 31 décembre 2007 et rapport des effectifs d'allocataires à l'ensemble des effectifs âgés de 60 ans et plus, par département de résidence

Ensemble des allocataires	dont femmes	% de femmes / ensemble	dont isolés	% d'isolés / ensemble	dont femmes isolées	dont femmes isolées / ensemble	Nombre d'allocataires rapporté à la population âgées de 60 ans et plus (en %)		
							Hommes	Femmes	Ensemble

DOM, étranger et non ventilés ⁽²⁾

Non ventilés	20	12	60,0	17	85,0	11	55,0			
DOM	9 558	6 646	69,5	8 289	86,7	6 235	65,2			
Etranger	15 200	3 554	23,4	6 130	40,3	3 237	21,3			
Ensemble	24 778	10 212	41,2	14 436	58,3	9 483	38,3			

11 - ILE DE FRANCE

Paris (75)	20 182	11 188	55,4	14 734	73,0	10 280	50,9	5,1	4,4	4,7
Seine et Marne (77)	5 286	3 345	63,3	3 961	74,9	3 058	57,9	2,2	3,0	2,6
Yvelines (78)	4 532	2 562	56,5	3 104	68,5	2 353	51,9	1,7	1,8	1,8
Essonne (91)	5 031	2 923	58,1	3 477	69,1	2 641	52,5	2,3	2,5	2,4
Hauts de Seine (92)	7 734	4 450	57,5	5 327	68,9	4 073	52,7	2,8	2,8	2,8
Seine Saint Denis (93)	11 459	5 824	50,8	6 772	59,1	5 166	45,1	5,5	4,6	5,0
Val de Marne (94)	8 059	4 702	58,3	5 677	70,4	4 222	52,4	3,4	3,5	3,5
Val d'Oise (95)	6 444	3 808	59,1	4 380	68,0	3 361	52,2	3,3	3,8	3,6
Ensemble	68 727	38 802	56,5	47 432	69,0	35 154	51,2	3,4	3,4	3,4

(1) Projection Insee au 01/01/08 de la population des 60 ans ou plus, par sexe et département, métropole uniquement, élaborée suivant le scénario I du modèle OMPHALE

(2) Pour le régime général (CNAVTS) et les exploitants agricoles (MSA Non salariés), il n'est pas tenu compte des allocataires qui relèvent des caisses d'outre mer (environ 69 000).

Tableau C4 (suite) - Structure par sexe et état matrimonial des titulaires de l'ASV ou de l'ASPA au 31 décembre 2007 et rapport des effectifs d'allocataires à l'ensemble des effectifs âgés de 60 ans et plus, par département de résidence

Ensemble des allocataires	dont femmes	% de femmes / ensemble	dont isolés	% d'isolés / ensemble	dont femmes isolées	dont femmes isolées / ensemble	Nombre d'allocataires rapporté à la population âgées de 60 ans et plus (en %)		
							Hommes	Femmes	Ensemble

21 - CHAMPAGNE-ARDENNE

Ardennes (08)	1 768	1 036	58,6	1 312	74,2	987	55,8	2,8	2,9	2,9
Aube (10)	1 816	1 134	62,4	1 438	79,2	1 041	57,3	2,3	2,9	2,6
Marne (51)	2 881	1 658	57,5	2 127	73,8	1 584	55,0	2,5	2,6	2,6
Haute Marne (52)	1 318	857	65,0	1 070	81,2	823	62,4	2,3	3,2	2,8
Ensemble	7 783	4 685	60,2	5 947	76,4	4 435	57,0	2,5	2,8	2,7

22 - PICARDIE

Aisne (02)	3 415	2 143	62,8	2 760	80,8	2 020	59,2	2,6	3,3	3,0
Oise (60)	3 954	2 191	55,4	2 807	71,0	2 061	52,1	2,8	2,8	2,8
Somme (80)	4 054	2 491	61,4	3 292	81,2	2 335	57,6	3,1	3,7	3,5
Ensemble	11 423	6 825	59,7	8 859	77,6	6 416	56,2	2,8	3,3	3,1

23 - HAUTE-NORMANDIE

Eure (27)	2 566	1 534	59,8	2 121	82,7	1 452	56,6	2,0	2,4	2,2
Seine Maritime (76)	7 222	4 189	58,0	5 479	75,9	3 990	55,2	2,8	2,8	2,8
Ensemble	9 788	5 723	58,5	7 600	77,6	5 442	55,6	2,6	2,7	2,6

Tableau C4 (suite) - Structure par sexe et état matrimonial des titulaires de l'ASV ou de l'ASPA au 31 décembre 2007 et rapport des effectifs d'allocataires à l'ensemble des effectifs âgés de 60 ans et plus, par département de résidence

Ensemble des allocataires	dont femmes	% de femmes / ensemble	dont isolés	% d'isolés / ensemble	dont femmes isolées	dont femmes isolées / ensemble	Nombre d'allocataires rapporté à la population âgées de 60 ans et plus (en %)		
							Hommes	Femmes	Ensemble

24 - CENTRE

Cher (18)	2 537	1 525	60,1	2 056	81,0	1 443	56,9	2,8	3,2	3,0
Eure et Loir (28)	1 888	1 061	56,2	1 409	74,6	998	52,9	2,0	2,1	2,1
Indre (36)	2 378	1 506	63,3	1 987	83,6	1 399	58,8	3,0	4,0	3,5
Indre et Loire (37)	3 477	2 242	64,5	2 898	83,3	2 122	61,0	2,1	3,0	2,6
Loire et Cher (41)	1 821	1 091	59,9	1 500	82,4	1 017	55,8	1,9	2,3	2,1
Loiret (45)	3 240	1 713	52,9	2 236	69,0	1 586	49,0	2,4	2,2	2,3
Ensemble	15 341	9 138	59,6	12 086	78,8	8 565	55,8	2,3	2,7	2,6

25 - BASSE-NORMANDIE

Clavados (14)	4 195	2 850	67,9	3 690	88,0	2 720	64,8	2,3	3,4	2,9
Manche (50)	3 731	2 496	66,9	3 304	88,6	2 376	63,7	2,3	3,5	3,0
Ome (61)	2 426	1 498	61,7	2 090	86,2	1 415	58,3	2,8	3,5	3,2
Ensemble	10 352	6 844	66,1	9 084	87,8	6 511	62,9	2,4	3,5	3,0

26 - BOURGOGNE

Côte d'Or (21)	2 923	1 598	54,7	2 104	72,0	1 510	51,7	2,8	2,5	2,6
Nièvre (58)	1 921	1 243	64,7	1 640	85,4	1 181	61,5	2,4	3,3	2,9
Saône et Loire (71)	4 528	2 825	62,4	3 575	79,0	2 670	59,0	2,7	3,4	3,0
Yonne (89)	2 285	1 375	60,2	1 918	83,9	1 311	57,4	2,4	2,8	2,6
Ensemble	11 657	7 041	60,4	9 237	79,2	6 672	57,2	2,6	3,0	2,8

Tableau C4 (suite) - Structure par sexe et état matrimonial des titulaires de l'ASV ou de l'ASPA au 31 décembre 2007 et rapport des effectifs d'allocataires à l'ensemble des effectifs âgés de 60 ans et plus, par département de résidence

Ensemble des allocataires	dont femmes	% de femmes / ensemble	dont isolés	% d'isolés / ensemble	dont femmes isolées	dont femmes isolées / ensemble	Nombre d'allocataires rapporté à la population âgées de 60 ans et plus (en %)		
							Hommes	Femmes	Ensemble

31 - NORD-PAS-DE-CALAIS

Nord (59)	16 346	9 265	56,7	11 804	72,2	8 739	53,5	3,7	3,4	3,5
Pas de Calais (62)	9 122	5 834	64,0	7 575	83,0	5 545	60,8	2,9	3,4	3,2
Ensemble	25 468	15 099	59,3	19 379	76,1	14 284	56,1	3,4	3,4	3,4

41 - LORRAINE

Meurthe et Moselle (54)	3 848	2 148	55,8	2 766	71,9	2 045	53,1	2,7	2,5	2,6
Meuse (55)	1 185	748	63,1	973	82,1	723	61,0	2,3	3,0	2,7
Moselle (57)	5 195	2 888	55,6	3 518	67,7	2 763	53,2	2,5	2,4	2,4
Vosges (88)	2 272	1 453	64,0	1 867	82,2	1 367	60,2	2,1	2,8	2,5
Ensemble	12 500	7 237	57,9	9 124	73,0	6 898	55,2	2,5	2,5	2,5

42 - ALSACE

Bas Rhin (67)	5 487	2 944	53,7	3 763	68,6	2 725	49,7	2,8	2,5	2,6
Haut Rhin (68)	3 818	1 874	49,1	2 384	62,4	1 765	46,2	2,9	2,2	2,5
Ensemble	9 305	4 818	51,8	6 147	66,1	4 490	48,3	2,9	2,4	2,6

Tableau C4 (suite) - Structure par sexe et état matrimonial des titulaires de l'ASV ou de l'ASPA au 31 décembre 2007 et rapport des effectifs d'allocataires à l'ensemble des effectifs âgés de 60 ans et plus, par département de résidence

Ensemble des allocataires	dont femmes	% de femmes / ensemble	dont isolés	% d'isolés / ensemble	dont femmes isolées	dont femmes isolées / ensemble	Nombre d'allocataires rapporté à la population âgées de 60 ans et plus (en %)		
							Hommes	Femmes	Ensemble

43 - FRANCHE-COMTE

Doubs (25)	2 912	1 684	57,8	2 108	72,4	1 586	54,5	2,6	2,8	2,7
Jura (39)	1 991	1 181	59,3	1 551	77,9	1 119	56,2	2,9	3,3	3,1
Haute Saône (70)	1 879	1 196	63,7	1 484	79,0	1 133	60,3	2,8	3,9	3,4
Territoire de Belfort (90)	803	411	51,2	503	62,6	384	47,8	3,2	2,5	2,8
Ensemble	7 585	4 472	59,0	5 646	74,4	4 222	55,7	2,8	3,1	3,0

52 - PAYS-DE-LA-LOIRE

Loire Atlantique (44)	6 769	4 345	64,2	5 651	83,5	4 120	60,9	2,3	3,0	2,7
Maine et Loire (49)	4 900	3 276	66,9	4 164	85,0	3 130	63,9	2,3	3,6	3,0
Mayenne (53)	2 144	1 487	69,4	1 895	88,4	1 429	66,7	2,2	3,8	3,1
Sarthe (72)	3 374	2 115	62,7	2 849	84,4	2 008	59,5	2,2	2,9	2,6
Vendée (85)	4 653	3 158	67,9	3 975	85,4	2 990	64,3	2,2	3,7	3,0
Ensemble	21 840	14 381	65,8	18 534	84,9	13 677	62,6	2,3	3,3	2,8

53 - BRETAGNE

Côtes d'Armor (22)	5 531	3 686	66,6	4 860	87,9	3 517	63,6	2,8	4,0	3,5
Finistère (29)	6 134	3 984	64,9	5 448	88,8	3 811	62,1	2,5	3,1	2,9
Ille et Vilaine (35)	5 994	4 020	67,1	5 212	87,0	3 823	63,8	2,4	3,7	3,2
Morbihan (56)	5 902	3 983	67,5	5 317	90,1	3 819	64,7	2,6	3,9	3,3
Ensemble	23 561	15 673	66,5	20 837	88,4	14 970	63,5	2,5	3,7	3,2

Tableau C4 (suite) - Structure par sexe et état matrimonial des titulaires de l'ASV ou de l'ASPA au 31 décembre 2007 et rapport des effectifs d'allocataires à l'ensemble des effectifs âgés de 60 ans et plus, par département de résidence

Ensemble des allocataires	dont femmes	% de femmes / ensemble	dont isolés	% d'isolés / ensemble	dont femmes isolées	dont femmes isolées / ensemble	Nombre d'allocataires rapporté à la population âgées de 60 ans et plus (en %)		
							Hommes	Femmes	Ensemble

54 - POITOU-CHARENTES

Charente (16)	3 673	2 455	66,8	2 973	80,9	2 251	61,3	3,1	4,7	4,0
Charente Maritime (17)	4 813	3 236	67,2	4 038	83,9	3 045	63,3	2,1	3,4	2,8
Deux Sèvres (79)	3 355	2 246	66,9	2 777	82,8	2 110	62,9	2,7	4,4	3,7
Vienne (86)	3 528	2 287	64,8	2 884	81,7	2 143	60,7	2,9	4,2	3,6
Ensemble	15 369	10 224	66,5	12 672	82,5	9 549	62,1	2,6	4,1	3,4

72 - AQUITAINE

Dordogne (24)	5 845	3 688	63,1	4 784	81,8	3 355	57,4	4,0	5,4	4,8
Gironde (33)	11 379	6 995	61,5	8 748	76,9	6 499	57,1	3,4	4,0	3,7
Landes (40)	3 964	2 657	67,0	3 225	81,4	2 458	62,0	3,0	4,7	4,0
Lot et Garonne (47)	4 531	2 810	62,0	3 526	77,8	2 570	56,7	4,2	5,4	4,9
Pyrénées Atlantiques (64)	6 696	4 371	65,3	5 653	84,4	4 119	61,5	3,3	4,6	4,1
Ensemble	32 415	20 521	63,3	25 936	80,0	19 001	58,6	3,5	4,6	4,1

73 - MIDI-PYRENEES

Ariège (09)	2 272	1 436	63,2	1 801	79,3	1 297	57,1	4,4	6,2	5,4
Aveyron (12)	4 837	3 144	65,0	3 876	80,1	2 855	59,0	4,7	6,9	5,9
Haute Garonne (31)	10 101	6 123	60,6	7 679	76,0	5 643	55,9	4,0	4,8	4,4
Gers (32)	3 484	2 264	65,0	2 788	80,0	2 021	58,0	4,9	7,5	6,3
Lot (46)	2 442	1 603	65,6	1 986	81,3	1 447	59,3	3,6	5,5	4,6
Hautes Pyrénées (65)	3 214	2 079	64,7	2 725	84,8	1 947	60,6	4,1	5,6	4,9
Tarn (81)	4 468	2 866	64,1	3 519	78,8	2 616	58,5	3,5	5,0	4,3
Tarn et Garonne (82)	3 442	1 996	58,0	2 491	72,4	1 777	51,6	5,5	6,1	5,8
Ensemble	34 260	21 511	62,8	26 865	78,4	19 603	57,2	4,2	5,6	5,0

Tableau C4 (suite) - Structure par sexe et état matrimonial des titulaires de l'ASV ou de l'ASPA au 31 décembre 2007 et rapport des effectifs d'allocataires à l'ensemble des effectifs âgés de 60 ans et plus, par département de résidence

Ensemble des allocataires	dont femmes	% de femmes / ensemble	dont isolés	% d'isolés / ensemble	dont femmes isolées	dont femmes isolées / ensemble	Nombre d'allocataires rapporté à la population âgées de 60 ans et plus (en %)		
							Hommes	Femmes	Ensemble

74 - LIMOUSIN

Corrèze (19)	3 235	2 086	64,5	2 557	79,0	1 873	57,9	3,8	5,1	4,5
Creuse (23)	2 791	1 780	63,8	2 210	79,2	1 578	56,5	5,8	7,9	7,0
Haute Vienne (87)	4 304	2 693	62,6	3 292	76,5	2 453	57,0	3,9	4,9	4,5
Ensemble	10 330	6 559	63,5	8 059	78,0	5 904	57,2	4,2	5,5	5,0

82 - RHONE-ALPES

Ain (01)	2 842	1 672	58,8	2 126	74,8	1 576	55,5	2,3	2,7	2,5
Ardèche (07)	3 591	2 197	61,2	2 900	80,8	2 033	56,6	4,0	4,9	4,5
Drôme (26)	3 961	2 246	56,7	2 891	73,0	2 084	52,6	3,5	3,6	3,6
Isère (38)	6 793	3 587	52,8	4 510	66,4	3 363	49,5	3,1	2,7	2,9
Loire (42)	5 390	2 926	54,3	3 744	69,5	2 728	50,6	3,3	2,8	3,0
Rhône (69)	11 406	5 603	49,1	7 121	62,4	5 203	45,6	4,1	2,9	3,4
Savoie (73)	2 457	1 445	58,8	1 871	76,1	1 380	56,2	2,6	2,9	2,8
Haute Savoie (74)	2 760	1 538	55,7	2 016	73,0	1 472	53,3	2,0	2,0	2,0
Ensemble	39 200	21 214	54,1	27 179	69,3	19 839	50,6	3,2	2,9	3,1

83 - AUVERGNE

Allier (03)	4 073	2 527	62,0	3 402	83,5	2 381	58,5	3,7	4,4	4,1
Cantal (15)	2 342	1 423	60,8	1 865	79,6	1 290	55,1	4,7	5,6	5,2
Haute Loire (43)	2 405	1 537	63,9	2 013	83,7	1 426	59,3	3,6	4,8	4,3
Puy de Dôme (63)	5 387	3 181	59,0	4 246	78,8	3 010	55,9	3,5	3,8	3,7
Ensemble	14 207	8 668	61,0	11 526	81,1	8 107	57,1	3,7	4,3	4,1

Tableau C4 (fin) - Structure par sexe et état matrimonial des titulaires de l'ASV ou de l'ASPA au 31 décembre 2007 et rapport des effectifs d'allocataires à l'ensemble des effectifs âgés de 60 ans et plus, par département de résidence

Ensemble des allocataires	dont femmes	% de femmes / ensemble	dont isolés	% d'isolés / ensemble	dont femmes isolées	dont femmes isolées / ensemble	Nombre d'allocataires rapporté à la population âgées de 60 ans et plus (en %)			
							Hommes	Femmes	Ensemble	
91 - LANGUEDOC-ROUSSILLON										
Aude (11)	4 903	3 101	63,2	3 806	77,6	2 882	58,8	4,2	5,7	5,0
Gard (30)	8 053	4 368	54,2	5 620	69,8	4 114	51,1	5,0	4,6	4,8
Hérault (34)	12 067	6 685	55,4	8 445	70,0	6 218	51,5	5,2	5,0	5,1
Lozère (48)	1 384	809	58,5	1 167	84,3	739	53,4	6,1	7,3	6,7
Pyrénées orientales (66)	6 788	3 875	57,1	4 979	73,4	3 595	53,0	5,4	5,6	5,5
Ensemble	33 195	18 838	56,7	24 017	72,4	17 548	52,9	5,1	5,2	5,1
93 - PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR										
Alpes de Haute Provence (04)	1 890	1 062	56,2	1 387	73,4	1 006	53,2	4,3	4,5	4,4
Hautes Alpes (05)	1 342	804	59,9	1 046	77,9	744	55,4	3,6	4,3	4,0
Alpes Maritimes (06)	15 755	8 107	51,5	10 430	66,2	7 680	48,7	6,1	4,7	5,3
Bouche du Rhône (13)	28 783	14 727	51,2	18 740	65,1	13 813	48,0	7,6	6,1	6,7
Var (83)	12 639	6 379	50,5	8 403	66,5	6 044	47,8	5,2	4,2	4,6
Vaucluse (84)	6 618	3 639	55,0	4 572	69,1	3 429	51,8	5,4	5,2	5,3
Ensemble	67 027	34 718	51,8	44 578	66,5	32 716	48,8	6,2	5,1	5,6
94 - CORSE										
Corse (20)	10 759	6 307	58,6	8 025	74,6	5 718	53,1	13,9	15,7	14,9
=====										
ENSEMBLE	516 870	299 510	57,9	383 205	74	279 204	54,0	3,8	3,9	3,8

**Tableau C5 - Nombre de titulaires de l'ASV par régime, sexe
et Répartition du montant de l'ASV versée au quatrième trimestre 2007**

Ensemble des allocataires

MONTANT (en euros)	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Exploitants	SASPA	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commerç ants	RSI- Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL	%
NON VENTILE	40	0	0	0	0	0	4	7	0	0	10	0	61	0,0
(0, moins de 100)	15 063	1 036	9 203	863	167	90	202	257	109	49	65	94	27 198	5,6
(100, moins de 200)	25 259	1 864	7 274	303	14	1	345	363	93	69	64	154	35 803	7,4
(200, moins de 300)	23 072	1 421	4 830	361	26	6	404	457	171	85	84	191	31 108	6,4
(300, moins de 400)	23 309	1 464	4 716	423	19	4	510	563	1	103	67	294	31 473	6,5
(400, moins de 500)	22 665	1 455	5 937	650	16	7	531	567	30	143	66	324	32 391	6,7
(500, moins de 600)	21 924	1 400	2 890	835	15	0	601	572	11	112	65	342	28 767	5,9
(600, moins de 700)	21 494	1 289	2 634	1 143	15	1	592	585	7	92	40	462	28 354	5,8
(700, moins de 800)	21 063	1 398	1 998	1 662	7	3	673	654	12	66	39	623	28 198	5,8
(800, moins de 900)	20 349	1 394	1 577	3 182	10	0	810	730	5	64	34	4 876	33 031	6,8
(900, moins de 1000)	20 320	1 404	1 447	6 117	6	2	1 007	976	9	56	28	386	31 758	6,5
(1000, moins de 1 098)	22 006	1 229	764	8 438	4	5	1 000	1 062	6	49	21	192	34 776	7,1
1 098*	87 479	7 832	3 492	40 373	21	4	2 985	1 222	17	186	78	391	144 080	29,6
Ensemble	324 043	23 186	46 762	64 350	320	123	9 664	8 015	471	1 074	661	8 329	486 998	100,0
Montant moyen trimestriel	698	730	411	1006	298	204	805	727	283	623	524	771	716	-
Montant médian trimestriel	750	850	350	1098	50	50	950	750	250	550	450	850	850	-

*1 098 euros par trimestre correspond au montant maximum ("taux plein") que peut percevoir une personne isolée ou une personne d'un couple ne bénéficiant que d'une seule allocation.

**Tableau C5 (suite) - Nombre de titulaires de l'ASV par régime, sexe
et Répartition du montant de l'ASV versée au quatrième trimestre 2007**

Allocataires hommes

MONTANT (en euros)	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Exploitants	SASPA	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commerç ants	RSI- Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL	%
NON VENTILE	19	0	0	0	0	0	0	5	0	0	3	0	27	0,0
(0, moins de 100)	4 800	583	1 968	287	6	4	81	168	8	25	11	12	7 953	3,9
(100, moins de 200)	8 154	1 109	2 640	103	8	0	116	196	4	32	9	15	12 386	6,1
(200, moins de 300)	7 260	730	1 627	102	15	4	124	251	10	44	15	21	10 203	5,1
(300, moins de 400)	7 830	729	1 841	114	7	2	156	282	0	38	21	28	11 048	5,5
(400, moins de 500)	7 919	677	2 262	222	8	1	164	267	5	67	18	39	11 649	5,8
(500, moins de 600)	7 953	697	823	293	5	0	160	242	3	33	25	34	10 268	5,1
(600, moins de 700)	8 240	634	698	393	10	0	152	203	1	52	14	74	10 471	5,2
(700, moins de 800)	8 439	644	590	589	4	0	188	221	6	35	19	99	10 834	5,4
(800, moins de 900)	8 496	671	499	1 189	4	0	209	214	2	36	17	952	12 289	6,1
(900, moins de 1000)	8 684	728	474	2 380	3	1	311	184	3	21	15	31	12 835	6,4
(1000, moins de 1 098)	8 545	545	278	2 513	3	1	175	198	3	15	13	25	12 314	6,1
1 098*	57 224	6 196	1 454	12 051	12	0	1 301	792	11	132	52	39	79 264	39,3
Ensemble	143 563	13 943	15 154	20 236	85	13	3 137	3 223	56	530	232	1 369	201 541	100,0
Montant moyen trimestriel	787	778	440	998	543	335	827	679	577	660	688	792	780	-
Montant médian trimestriel	950	950	350	1098	450	250	950	700	550	650	750	850	950	-

*1 098 euros par trimestre correspond au montant maximum ("taux plein") que peut percevoir une personne isolée ou une personne d'un couple ne bénéficiant que d'une seule allocation.

**Tableau C5 (fin) - Nombre de titulaires de l'ASV par régime, sexe
et Répartition du montant de l'ASV versée au quatrième trimestre 2007**

Allocataires femmes

MONTANT (en euros)	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Exploitants	SASPA	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commerç ants	RSI- Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL	%
NON VENTILE	21	0	0	0	0	0	4	2	0	0	7	0	34	0,0
(0, moins de 100)	10 263	453	7 235	576	161	86	121	89	101	24	54	82	19 245	6,7
(100, moins de 200)	17 105	755	4 634	200	6	1	229	167	89	37	55	139	23 417	8,2
(200, moins de 300)	15 812	691	3 203	259	11	2	280	206	161	41	69	170	20 905	7,3
(300, moins de 400)	15 479	735	2 875	309	12	2	354	281	1	65	46	266	20 425	7,2
(400, moins de 500)	14 746	778	3 675	428	8	6	367	300	25	76	48	285	20 742	7,3
(500, moins de 600)	13 971	703	2 067	542	10	0	441	330	8	79	40	308	18 499	6,5
(600, moins de 700)	13 254	655	1 936	750	5	1	440	382	6	40	26	388	17 883	6,3
(700, moins de 800)	12 624	754	1 408	1 073	3	3	485	433	6	31	20	524	17 364	6,1
(800, moins de 900)	11 853	723	1 078	1 993	6	0	601	516	3	28	17	3 924	20 742	7,3
(900, moins de 1000)	11 636	676	973	3 737	3	1	696	792	6	35	13	355	18 923	6,6
(1000, moins de 1 098)	13 461	684	486	5 925	1	4	825	864	3	34	8	167	22 462	7,9
1 098*	30 255	1 636	2 038	28 322	9	4	1 684	430	6	54	26	352	64 816	22,7
Ensemble	180 480	9 243	31 608	44 114	235	110	6 527	4 792	415	544	429	6 960	285 457	100,0
Montant moyen trimestriel	628	656	397	1010	210	189	794	760	243	586	435	767	670	-
Montant médian trimestriel	650	650	350	1098	50	50	850	850	250	550	350	850	750	-

*1 098 euros par trimestre correspond au montant maximum ("taux plein") que peut percevoir une personne isolée ou une personne d'un couple ne bénéficiant que d'une seule allocation.

Source : enquête Drees sur le minimum vieillesse

Tableau C6 - Nombre de titulaires isolés de l'ASV par régime, sexe et montant de l'allocation supplémentaire versée au quatrième trimestre 2007

Ensemble des allocataires isolés

MONTANT (en euros)	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Exploitants	SASPA	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commerç ants	RSI- Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL	%
NON VENTILE	29	0	0	0	0	0	2	6	0	0	10	0	47	0
(0, moins de 100)	13 161	7 19	7 726	688	165	85	150	144	82	33	63	94	23 110	6
(100, moins de 200)	22 470	1 461	5 297	267	11	1	249	203	73	53	63	154	30 302	8
(200, moins de 300)	19 881	1 007	3 856	319	22	3	276	259	151	63	82	191	26 110	7
(300, moins de 400)	19 652	1 008	3 957	344	19	3	340	330	1	77	66	294	26 091	7
(400, moins de 500)	18 735	993	5 385	522	14	7	362	362	29	84	63	324	26 880	7
(500, moins de 600)	17 699	940	2 435	648	13	0	430	367	10	89	64	342	23 037	6
(600, moins de 700)	16 950	868	2 277	881	13	1	416	396	6	47	40	462	22 357	6
(700, moins de 800)	16 218	931	1 656	1 214	6	3	473	481	12	36	37	623	21 690	6
(800, moins de 900)	15 169	939	1 352	1 945	9	0	568	545	5	35	34	4 876	25 477	7
(900, moins de 1000)	15 015	905	1 212	3 319	6	1	577	847	8	39	26	386	22 341	6
(1000, moins de 1 098)	17 652	945	678	8 410	3	4	921	945	6	38	21	192	29 815	8
1 098*	40 928	2 747	2 794	35 549	17	4	2 139	608	14	104	71	391	85 366	24
Ensemble	233 559	13 463	38 625	54 106	298	112	6 903	5 493	397	698	640	8 329	362 623	100
Montant moyen trimestriel	698	730	411	1006	298	204	805	727	283	623	524	771	716	-
Montant médian trimestriel	750	850	350	1098	50	50	950	750	250	550	450	850	850	-

*1 098 euros par trimestre correspond au montant maximum ("taux plein") que peut percevoir une personne isolée ou une personne d'un couple ne bénéficiant que d'une seule allocation.

Tableau C6 (suite) - Nombre de titulaires isolés de l'ASV par régime, sexe et montant de l'allocation supplémentaire versée au quatrième trimestre 2007

Allocataires isolés hommes

MONTANT (en euros)	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Exploitants	SASPA	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commerç ants	RSI- Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL	%
NON VENTILE	9	0	0	0	0	0	0	4	0	0	3	0	16	0
(0, moins de 100)	3 328	342	1 137	166	6	3	49	68	4	9	9	12	5 133	5
(100, moins de 200)	5 986	820	1 371	87	5	0	52	72	3	16	8	15	8 435	9
(200, moins de 300)	4 739	422	1 056	83	11	1	44	94	10	22	13	21	6 516	7
(300, moins de 400)	4 870	385	1 393	77	7	1	42	97	0	12	20	28	6 932	7
(400, moins de 500)	4 672	328	1 943	156	6	1	62	104	4	8	15	39	7 338	8
(500, moins de 600)	4 329	328	555	196	4	0	57	86	3	10	24	34	5 626	6
(600, moins de 700)	4 290	289	467	266	8	0	52	54	1	7	14	74	5 522	6
(700, moins de 800)	4 239	262	374	357	3	0	69	83	6	5	17	99	5 514	6
(800, moins de 900)	4 023	272	350	573	3	0	75	71	2	7	17	952	6 345	7
(900, moins de 1000)	4 204	317	321	992	3	0	74	83	3	4	14	31	6 046	6
(1000, moins de 1 098)	4 521	264	213	2 489	2	0	115	99	3	4	13	25	7 748	8
1 098*	13 559	1 276	920	8 071	8	0	554	234	9	50	45	39	24 765	26
Ensemble	62 769	5 305	10 100	13 513	66	6	1 245	1 149	48	154	212	1 369	95 936	100
Montant moyen trimestriel	660	623	457	1006	529	200	838	666	611	642	691	792	690	-
Montant médian trimestriel	650	650	450	1098	450	150	1049	650	600	600	750	850	750	-

*1 098 euros par trimestre correspond au montant maximum ("taux plein") que peut percevoir une personne isolée ou une personne d'un couple ne bénéficiant que d'une seule allocation.

Tableau C6 (fin) - Nombre de titulaires isolés de l'ASV par régime, sexe et montant de l'allocation supplémentaire versée au quatrième trimestre 2007

Allocataires isolées femmes

MONTANT (en euros)	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Exploitants	SASPA	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commerç ants	RSI- Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL	%
NON VENTILE	20	0	0	0	0	0	2	2	0	0	7	0	31	0
(0, moins de 100)	9 833	377	6 589	522	159	82	101	76	78	24	54	82	17 977	7
(100, moins de 200)	16 484	641	3 926	180	6	1	197	131	70	37	55	139	21 867	8
(200, moins de 300)	15 142	585	2 800	236	11	2	232	165	141	41	69	170	19 594	7
(300, moins de 400)	14 782	623	2 564	267	12	2	298	233	1	65	46	266	19 159	7
(400, moins de 500)	14 063	665	3 442	366	8	6	300	258	25	76	48	285	19 542	7
(500, moins de 600)	13 370	612	1 880	452	9	0	373	281	7	79	40	308	17 411	7
(600, moins de 700)	12 660	579	1 810	615	5	1	364	342	5	40	26	388	16 835	6
(700, moins de 800)	11 979	669	1 282	857	3	3	404	398	6	31	20	524	16 176	6
(800, moins de 900)	11 146	667	1 002	1 372	6	0	493	474	3	28	17	3 924	19 132	7
(900, moins de 1000)	10 811	588	891	2 327	3	1	503	764	5	35	12	355	16 295	6
(1000, moins de 1 098)	13 131	681	465	5 921	1	4	806	846	3	34	8	167	22 067	8
1 098*	27 369	1 471	1 874	27 478	9	4	1 585	374	5	54	26	352	60 601	23
Ensemble	170 790	8 158	28 525	40 593	232	106	5 658	4 344	349	544	428	6 960	266 687	100
Montant moyen trimestriel	623	668	402	1020	210	194	806	775	254	586	434	767	670	-
Montant médian trimestriel	650	650	350	1098	50	50	950	850	250	550	350	850	750	

*1 098 euros par trimestre correspond au montant maximum ("taux plein") que peut percevoir une personne isolée ou une personne d'un couple ne bénéficiant que d'une seule allocation.

Source : enquête Drees sur le minimum vieillesse

Tableau C7 - Nombre de titulaires de l'ASPA par régime, sexe et Répartition du montant de l'ASPA versée au quatrième trimestre 2007

Ensemble des allocataires

MONTANT (en euros)	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Exploitants	SASPA	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commerç ants	RSI- Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL	%
NON VENTILE	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5	0,02
(0, moins de 100)	1 191	13	13	29	0	0	0	0	1	2	0	3	1 252	4,19
(100, moins de 200)	1 814	2	15	19	0	0	0	0	3	3	1	2	1 859	6,22
(200, moins de 300)	1 304	1	13	12	0	0	0	0	1	2	1	1	1 335	4,47
(300, moins de 400)	1 300	2	27	21	0	0	0	0	0	5	0	1	1 356	4,54
(400, moins de 500)	1 384	4	20	19	0	0	0	0	0	0	0	2	1 429	4,78
(500, moins de 600)	1 450	1	7	21	0	0	0	0	0	3	0	1	1 483	4,96
(600, moins de 700)	1 384	4	2	26	0	0	0	0	0	1	3	1	1 421	4,76
(700, moins de 800)	1 371	4	7	24	0	0	0	0	0	1	3	12	1 422	4,76
(800, moins de 900)	1 316	2	4	33	0	0	0	0	0	1	0	14	1 370	4,59
(900, moins de 1000)	1 248	2	5	44	0	0	0	0	0	1	0	23	1 323	4,43
(1000, moins de 1100)	1 243	3	19	44	0	0	0	0	2	1	0	24	1 336	4,47
(1100, moins de 1200)	1 189	2	4	61	0	0	0	0	0	1	1	23	1 281	4,29
(1200, moins de 1300)	1 006	1	1	72	0	0	0	0	0	0	1	18	1 099	3,68
(1300, moins de 1400)	1 046	4	0	99	0	0	0	0	0	2	1	22	1 174	3,93
(1400, moins de 1500)	954	3	1	242	0	0	0	0	0	0	0	31	1 231	4,12
(1500, moins de 1600)	922	3	0	157	0	0	0	0	0	0	2	151	1 235	4,13
(1600, moins de 1700)	806	3	0	315	0	0	0	0	0	3	1	16	1 144	3,83
(1700, moins de 1800)	692	3	0	338	0	0	0	0	0	0	0	17	1 050	3,51
(1800, moins de 1864)	362	2	0	335	0	0	0	0	0	0	2	24	725	2,43
1 864*	2 862	12	2	2 457	0	0	0	0	0	0	9	0	5 342	17,88
Ensemble	24 849	71	140	4 368	0	0	0	0	7	26	25	386	29 872	100
Montant moyen trimestriel	944	997	529	1689					407	673	1342	1370	1057	-
Montant médian trimestriel	850	1050	450	1864					150	550	1550	1550	1050	-

*1 864 euros par trimestre correspond au montant maximum ("taux plein") que peut percevoir une personne isolée ou une personne d'un couple ne bénéficiant que d'une seule allocation.

Tableau C7 (suite) - Nombre de titulaires de l'ASPA par régime, sexe et Répartition du montant de l'ASPA versée au quatrième trimestre 2007

Allocataires hommes

MONTANT (en euros)	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Exploitants	SASPA	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commerç ants	RSI- Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL	%
NON VENTILE	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0,01
(0, moins de 100)	480	8	7	7	0	0	0	0	0	0	0	1	503	3,18
(100, moins de 200)	789	2	9	7	0	0	0	0	0	2	1	0	810	5,12
(200, moins de 300)	595	1	7	3	0	0	0	0	0	1	1	0	608	3,84
(300, moins de 400)	609	2	14	6	0	0	0	0	0	2	0	0	633	4,00
(400, moins de 500)	662	4	17	5	0	0	0	0	0	0	0	1	689	4,36
(500, moins de 600)	692	1	6	9	0	0	0	0	0	1	0	0	709	4,48
(600, moins de 700)	712	2	0	9	0	0	0	0	0	1	0	1	725	4,58
(700, moins de 800)	715	4	4	5	0	0	0	0	0	1	0	4	733	4,63
(800, moins de 900)	714	0	3	9	0	0	0	0	0	0	0	3	729	4,61
(900, moins de 1000)	689	1	3	16	0	0	0	0	0	0	0	5	714	4,51
(1000, moins de 1100)	672	2	10	18	0	0	0	0	0	1	0	4	707	4,47
(1100, moins de 1200)	637	2	4	15	0	0	0	0	0	1	0	4	663	4,19
(1200, moins de 1300)	576	1	0	31	0	0	0	0	0	0	0	3	611	3,86
(1300, moins de 1400)	659	2	0	36	0	0	0	0	0	1	1	4	703	4,44
(1400, moins de 1500)	562	3	0	89	0	0	0	0	0	0	0	6	660	4,17
(1500, moins de 1600)	586	2	0	67	0	0	0	0	0	0	1	43	699	4,42
(1600, moins de 1700)	530	2	0	134	0	0	0	0	0	3	1	3	673	4,25
(1700, moins de 1800)	453	3	0	144	0	0	0	0	0	0	0	3	603	3,81
(1800, moins de 1864)	267	1	0	135	0	0	0	0	0	0	2	9	414	2,62
1 864*	2 279	12	2	930	0	0	0	0	0	0	8	0	3 231	20,42
Ensemble	13 880	55	86	1 675	0	0	0	0	0	14	15	94	15 819	100
Montant moyen trimestriel	1053	1051	541	1704					836	1568	1398	1122		-
Montant médian trimestriel	1050	1150	450	1864					700	1864	1550	1150		-

*1 864 euros par trimestre correspond au montant maximum ("taux plein") que peut percevoir une personne isolée ou une personne d'un couple ne bénéficiant que d'une seule allocation.

Tableau C7 (fin) - Nombre de titulaires de l'ASPA par régime, sexe et Répartition du montant de l'ASPA versée au quatrième trimestre 2007

Allocataires femmes

MONTANT (en euros)	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Exploitants	SASPA	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commerç ants	RSI- Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL	%
	3													
NON VENTILE	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0,02
(0, moins de 100)	711	5	6	22	0	0	0	0	1	2	0	2	749	5,33
(100, moins de 200)	1 025	0	6	12	0	0	0	0	3	1	0	2	1 049	7,46
(200, moins de 300)	709	0	6	9	0	0	0	0	1	1	0	1	727	5,17
(300, moins de 400)	691	0	13	15	0	0	0	0	0	3	0	1	723	5,14
(400, moins de 500)	722	0	3	14	0	0	0	0	0	0	0	1	740	5,27
(500, moins de 600)	758	0	1	12	0	0	0	0	0	2	0	1	774	5,51
(600, moins de 700)	672	2	2	17	0	0	0	0	0	0	3	0	696	4,95
(700, moins de 800)	656	0	3	19	0	0	0	0	0	0	3	8	689	4,90
(800, moins de 900)	602	2	1	24	0	0	0	0	0	1	0	11	641	4,56
(900, moins de 1000)	559	1	2	28	0	0	0	0	0	1	0	18	609	4,33
(1000, moins de 1100)	571	1	9	26	0	0	0	0	2	0	0	20	629	4,48
(1100, moins de 1200)	552	0	0	46	0	0	0	0	0	0	1	19	618	4,40
(1200, moins de 1300)	430	0	1	41	0	0	0	0	0	0	1	15	488	3,47
(1300, moins de 1400)	387	2	0	63	0	0	0	0	0	1	0	18	471	3,35
(1400, moins de 1500)	392	0	1	153	0	0	0	0	0	0	0	25	571	4,06
(1500, moins de 1600)	336	1	0	90	0	0	0	0	0	0	1	108	536	3,81
(1600, moins de 1700)	276	1	0	181	0	0	0	0	0	0	0	13	471	3,35
(1700, moins de 1800)	239	0	0	194	0	0	0	0	0	0	0	14	447	3,18
(1800, moins de 1864)	95	1	0	200	0	0	0	0	0	0	0	15	311	2,21
1 864*	583	0	0	1 527	0	0	0	0	0	0	1	0	2 111	15,02
Ensemble	10 969	16	54	2 693	0	0	0	0	7	12	10	292	14 053	100
Montant moyen trimestriel	806	811	511	1680					407	483	1001	1361	984	-
Montant médian trimestriel	750	850	350	1864					150	350	750	1550	950	-

*1 864 euros par trimestre correspond au montant maximum ("taux plein") que peut percevoir une personne isolée ou une personne d'un couple ne bénéficiant que d'une seule allocation.

Source : enquête Drees sur le minimum vieillesse

Tableau C8 - Nombre de titulaires isolés de l'ASPA par régime, sexe et montant de l'ASPA versée au quatrième trimestre 2007

Ensemble des allocataires isolés

MONTANT (en euros)	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Exploitants	SASPA	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commerç ants	RSI- Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL	%
NON VENTILE	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5	0,02
(0, moins de 100)	939	7	13	19	0	0	0	0	1	2	0	3	984	4,78
(100, moins de 200)	1 549	1	15	16	0	0	0	0	2	2	1	2	1 588	7,72
(200, moins de 300)	1 021	1	13	7	0	0	0	0	1	2	1	1	1 047	5,09
(300, moins de 400)	1 009	1	27	18	0	0	0	0	0	5	0	1	1 061	5,15
(400, moins de 500)	1 029	3	20	15	0	0	0	0	0	0	0	2	1 069	5,19
(500, moins de 600)	1 060	1	7	17	0	0	0	0	0	2	0	1	1 088	5,29
(600, moins de 700)	986	2	2	21	0	0	0	0	0	1	3	1	1 016	4,94
(700, moins de 800)	989	3	7	18	0	0	0	0	0	0	3	12	1 032	5,01
(800, moins de 900)	982	1	4	25	0	0	0	0	0	1	0	14	1 027	4,99
(900, moins de 1000)	900	1	5	30	0	0	0	0	0	1	0	23	960	4,66
(1000, moins de 1100)	921	2	19	34	0	0	0	0	2	1	0	24	1 003	4,87
(1100, moins de 1200)	894	0	3	50	0	0	0	0	0	0	1	23	971	4,72
(1200, moins de 1300)	718	1	1	58	0	0	0	0	0	0	1	18	797	3,87
(1300, moins de 1400)	661	4	0	69	0	0	0	0	0	1	1	22	758	3,68
(1400, moins de 1500)	597	1	1	86	0	0	0	0	0	0	0	31	716	3,48
(1500, moins de 1600)	590	2	0	130	0	0	0	0	0	0	2	151	875	4,25
(1600, moins de 1700)	486	2	0	189	0	0	0	0	0	2	1	16	696	3,38
(1700, moins de 1800)	414	3	0	333	0	0	0	0	0	0	0	17	767	3,73
(1800, moins de 1864)	223	2	0	333	0	0	0	0	0	0	2	24	584	2,84
1 864*	599	4	2	1 924	0	0	0	0	0	0	9	0	2 538	12,33
Ensemble	16 572	42	139	3 392	0	0	0	0	6	20	25	386	20 582	100
Montant moyen trimestriel	944	997	529	1689					407	673	1342	1370	1057	-
Montant médian trimestriel	850	1050	450	1864					150	550	1550	1550	1050	-

*1 864 euros par trimestre correspond au montant maximum ("taux plein") que peut percevoir une personne isolée ou une personne d'un couple ne bénéficiant que d'une seule allocation.

Tableau C8 (suite) - Nombre de titulaires isolés de l'ASPA par régime, sexe et montant de l'ASPA versée au quatrième trimestre 2007

Allocataires isolés hommes

MONTANT (en euros)	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Exploitants	SASPA	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commerç ants	RSI- Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL	%
NON VENTILE	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0,02
(0, moins de 100)	295	4	7	1	0	0	0	0	0	0	0	1	308	3,82
(100, moins de 200)	599	1	9	7	0	0	0	0	0	1	1	0	618	7,66
(200, moins de 300)	390	1	7	2	0	0	0	0	0	1	1	0	402	4,98
(300, moins de 400)	372	1	14	4	0	0	0	0	0	2	0	0	393	4,87
(400, moins de 500)	379	3	17	5	0	0	0	0	0	0	0	1	405	5,02
(500, moins de 600)	361	1	6	8	0	0	0	0	0	0	0	0	376	4,66
(600, moins de 700)	367	1	0	6	0	0	0	0	0	1	0	1	376	4,66
(700, moins de 800)	372	3	4	4	0	0	0	0	0	0	0	4	387	4,80
(800, moins de 900)	416	0	3	7	0	0	0	0	0	0	0	3	429	5,32
(900, moins de 1000)	375	0	3	13	0	0	0	0	0	0	0	5	396	4,91
(1000, moins de 1100)	393	1	10	14	0	0	0	0	0	1	0	4	423	5,24
(1100, moins de 1200)	393	0	3	12	0	0	0	0	0	0	0	4	412	5,11
(1200, moins de 1300)	317	1	0	25	0	0	0	0	0	0	0	3	346	4,29
(1300, moins de 1400)	297	2	0	22	0	0	0	0	0	0	1	4	326	4,04
(1400, moins de 1500)	256	1	0	36	0	0	0	0	0	0	0	6	299	3,71
(1500, moins de 1600)	282	1	0	54	0	0	0	0	0	0	1	43	381	4,72
(1600, moins de 1700)	231	1	0	71	0	0	0	0	0	2	1	3	309	3,83
(1700, moins de 1800)	195	3	0	140	0	0	0	0	0	0	0	3	341	4,23
(1800, moins de 1864)	142	1	0	134	0	0	0	0	0	0	2	9	288	3,57
1 864*	311	4	2	523	0	0	0	0	0	0	8	0	848	10,51
Ensemble	6 745	30	85	1 088	0	0	0	0	0	8	15	94	8 065	100
Montant moyen trimestriel	884	998	534	1694					763	1568	1398	997		-
Montant médian trimestriel	850	900	450	1832					500	1864	1550	950		-

*1 864 euros par trimestre correspond au montant maximum ("taux plein") que peut percevoir une personne isolée ou une personne d'un couple ne bénéficiant que d'une seule allocation.

Tableau C8 (fin) - Nombre de titulaires isolés de l'ASPA par régime, sexe et montant de l'ASPA versée au quatrième trimestre 2007

Allocataires isolées femmes

MONTANT (en euros)	CNAVTS 3	MSA Salariés	MSA Exploitants	SASPA	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commerç ants	RSI- Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL	%
NON VENTILE	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0,02
(0, moins de 100)	644	3	6	18	0	0	0	0	1	2	0	2	676	5,40
(100, moins de 200)	950	0	6	9	0	0	0	0	2	1	0	2	970	7,75
(200, moins de 300)	631	0	6	5	0	0	0	0	1	1	0	1	645	5,15
(300, moins de 400)	637	0	13	14	0	0	0	0	0	3	0	1	668	5,34
(400, moins de 500)	650	0	3	10	0	0	0	0	0	0	0	1	664	5,30
(500, moins de 600)	699	0	1	9	0	0	0	0	0	2	0	1	712	5,69
(600, moins de 700)	619	1	2	15	0	0	0	0	0	0	3	0	640	5,11
(700, moins de 800)	617	0	3	14	0	0	0	0	0	0	3	8	645	5,15
(800, moins de 900)	566	1	1	18	0	0	0	0	0	1	0	11	598	4,78
(900, moins de 1000)	525	1	2	17	0	0	0	0	0	1	0	18	564	4,51
(1000, moins de 1100)	528	1	9	20	0	0	0	0	2	0	0	20	580	4,63
(1100, moins de 1200)	501	0	0	38	0	0	0	0	0	0	1	19	559	4,47
(1200, moins de 1300)	401	0	1	33	0	0	0	0	0	0	1	15	451	3,60
(1300, moins de 1400)	364	2	0	47	0	0	0	0	0	1	0	18	432	3,45
(1400, moins de 1500)	341	0	1	50	0	0	0	0	0	0	0	25	417	3,33
(1500, moins de 1600)	308	1	0	76	0	0	0	0	0	0	1	108	494	3,95
(1600, moins de 1700)	255	1	0	118	0	0	0	0	0	0	0	13	387	3,09
(1700, moins de 1800)	219	0	0	193	0	0	0	0	0	0	0	14	426	3,40
(1800, moins de 1864)	81	1	0	199	0	0	0	0	0	0	0	15	296	2,36
1 864*	288	0	0	1 401	0	0	0	0	0	0	1	0	1 690	13,50
Ensemble	9 827	12	54	2 304	0	0	0	0	6	12	10	292	12 517	100
Montant moyen trimestriel	780	949	511	1709					450	483	1001	1361	963	-
Montant médian trimestriel	750	1000	350	1864					200	350	750	1550	950	-

*1 864 euros par trimestre correspond au montant maximum ("taux plein") que peut percevoir une personne isolée ou une personne d'un couple ne bénéficiant que d'une seule allocation.

Source : enquête Drees sur le minimum vieillesse